

3

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE COLAS

AU 31 DÉCEMBRE 2022

1. Bilan consolidé	84
2. Compte de résultat consolidé	85
3. État consolidé des produits et charges comptabilisés	86
4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	87
5. État consolidé des flux de trésorerie	88
6. Annexe aux états financiers consolidés	89

1. BILAN CONSOLIDÉ

(En millions d'euros)	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations corporelles	3.2.1	2 359	2 375
Droits d'utilisation des actifs loués	3.2.2	632	532
Immobilisations incorporelles	3.2.3	219	198
Goodwill	3.2.4	940	929
Coentreprises et entités associées	3.2.5	397	370
Autres actifs financiers non courants	3.2.6	114	142
Impôts différés actifs	7	141	141
Actif non courant		4 802	4 687
Stocks	4.1	868	728
Avances et acomptes versés sur commandes	4.1	71	46
Clients et comptes rattachés	4.1	2 728	2 488
Actifs sur contrats clients	4.1/4.2	923	774
Actifs d'impôts courants	4.1	47	28
Autres créances courantes	4.1	784	701
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.3	471	547
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	18	8	9
Autres actifs financiers courants	18	7	3
Actif courant		5 907	5 324
Actifs ou activités détenus en vue de la vente		92	
TOTAL ACTIF		10 801	10 011
Capital social		49	49
Primes et réserves		2 751	2 585
Réserve de conversion		73	60
Actions propres détenues		(2)	(2)
Résultat net part du Groupe		301	261
Capitaux propres (part du Groupe)		3 172	2 953
Participations ne donnant pas le contrôle		20	25
Capitaux propres	5	3 192	2 978
Dettes financières non courantes	8	181	168
Obligations locatives non courantes	10	537	427
Provisions non courantes	6.1	678	845
Impôts différés passifs	7	144	113
Passif non courant		1 540	1 553
Dettes financières courantes	8	40	29
Obligations locatives courantes	10	143	129
Passifs d'impôts courants	11.1	117	108
Fournisseurs et comptes rattachés	11.1	2 268	2 153
Passifs sur contrats clients	11.2	1 032	841
Provisions courantes	6.2/11.1	411	424
Autres passifs courants	11.1	1 459	1 403
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	8	548	383
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	18	2	9
Autres passifs financiers courants	18	5	1
Passif courant		6 025	5 480
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente		44	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		10 801	10 011
Endettement financier net (-) Excédent financier net (+)	9	(292)	(33)

2. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En millions d'euros)	Notes	2022	2021
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	12	15 529	13 226
Achats consommés		(8 068)	(6 310)
Charges de personnel		(3 987)	(3 543)
Charges externes		(2 896)	(2 737)
Impôts et taxes		(157)	(146)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.4	(392)	(398)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des droits d'utilisation des actifs loués	4.4	(148)	(111)
Dotations aux provisions et autres dépréciations nettes de reprises utilisées	4.4	(121)	(169)
Variations des stocks de production		24	19
Autres produits d'exploitation ⁽¹⁾	13	915	821
Autres charges d'exploitation	13	(239)	(212)
Résultat opérationnel courant		460	440
Autres produits opérationnels	13		
Autres charges opérationnelles	13		(10)
Résultat opérationnel	9	460	430
Produits financiers		12	9
Charges financières		(59)	(31)
Coût de l'endettement financier net (-)/produit de l'excédent financier net (+)	14.1	(47)	(22)
Charges d'intérêts sur obligations locatives		(19)	(15)
Autres produits financiers	14.2	12	12
Autres charges financières	14.2	(13)	(16)
Impôt	15	(142)	(148)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées	3.2.5	49	22
Résultat net des activités poursuivies		300	263
Résultat net des activités abandonnées			
RÉSULTAT NET		300	263
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		301	261
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)	16	9,22	8,01
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)	16	9,22	8,01
(1) dont chiffre d'affaires réalisé à l'international		9 289	7 175
(2) dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres	4.4	170	164

3. ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

(En millions d'euros)	Exercice 2022	Exercice 2021
Résultat net	300	263
Éléments non recyclables en résultat net		
Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi	139	64
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	(31)	(14)
Éléments recyclables en résultat net		
Écarts de conversion	10	106
Réévaluation des actifs de couverture	16	3
Impôts sur éléments recyclables en résultat net	(2)	(1)
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées	10	9
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	142	167
PRODUITS ET CHARGES NETS COMPTABILISÉS	442	430
Dont part du Groupe	443	428
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	(1)	2

4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En millions d'euros)	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital et Report à nouveau	Réserves et Résultat consolidés	Actions propres détenues	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
SITUATION AU 31/12/2020 RETRAITÉ	455	839	1 504	(3)	(176)	2 619	24	2 643
Mouvements Exercice 2021								
Résultat net			261			261	2	263
Produits et charges comptabilisées directement en capitaux propres					167	167		167
Résultat net et produits et charges comptabilisés			261		167	428	2	430
Opérations nettes sur capital et réserves		119	(119)					
Acquisitions et cessions d'actions propres				1		1		1
Distribution			(95)			(95)	(1)	(96)
SITUATION AU 31/12/2021	455	958	1 551	(2)	(9)	2 953	25	2 978
Mouvements Exercice 2022								
Résultat net			301			301	(1)	300
Produits et charges comptabilisées directement en capitaux propres ⁽¹⁾					142	142		142
Résultat net et produits et charges comptabilisés			301		142	443	(1)	442
Opérations nettes sur capital et réserves		(69)	69					
Distribution			(224)			(224)	(4)	(227)
SITUATION AU 31/12/2022	455	889	1 697	(2)	133	3 172	20	3 192

(1) dont variation de la réserve de conversion :

(En millions d'euros)	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	11	(1)	10
Coentreprises et entités associées	4		4
TOTAL	15	(1)	14

5. ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

I – Flux de trésorerie des activités poursuivies (En millions d'euros)	Notes	2022	2021
Résultat net des activités poursuivies		300	263
Retraitements :			
Quote-part du résultat des coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus		(8)	33
Dividendes des sociétés non consolidées		(2)	(1)
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes		347	356
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		148	110
Plus et moins-values de cession d'actifs		(150)	(78)
Impôts y compris dettes sur positions fiscales incertaines		142	148
Impôts décaissés		(159)	(130)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		(2)	1
CAF après coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés		616	702
Reclassement du coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives		66	37
Variation du BFR lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes	22.1	(251)	(140)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)		431	599
Prix d'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	3.1	(390)	(357)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	3.1	212	123
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles		7	26
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés		(2)	(7)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés		2	1
Prix d'acquisition d'activités consolidées		(128)	(266)
Prix de cession des activités consolidées		29	24
Dettes nettes sur activités consolidées	22.2	4	4
Autres variations de périmètre : Trésorerie des sociétés acquises ou cédées	22.2	4	28
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées		23	46
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (B)		(239)	(378)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(224)	(95)
Dividendes versés par les sociétés intégrées aux participations ne donnant pas le contrôle		(4)	(1)
Variation des dettes financières courantes et non courantes		23	(195)
Remboursement des obligations locatives		(151)	(110)
Coût de l'endettement financier net/produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives		(66)	(37)
Autres flux liés aux opérations de financement			(1)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)		(422)	(439)
Incidence des variations des cours des devises (D)		(11)	14
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A+B+C+D)		(241)	(204)
Trésorerie nette à l'ouverture		164	368
Flux nets		(241)	(204)
Flux non monétaires			
Activités détenues en vue de la vente			
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE		(77)	164

II – Flux de trésorerie des activités abandonnées (En millions d'euros)	2022	2021
Trésorerie nette à l'ouverture		
Flux nets		
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE		

6. ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

Note 1	Faits significatifs	90
Note 2	Principes et méthodes comptables du Groupe	90
Note 3	Actif non courant	101
Note 4	Actif courant	108
Note 5	Informations sur les capitaux propres consolidés	110
Note 6	Provisions non courantes et courantes	111
Note 7	Actifs et passifs d'impôts différés	112
Note 8	Dettes financières non courantes et courantes	113
Note 9	Principaux éléments de variation de l'endettement financier net	115
Note 10	Obligations locatives non courantes et courantes	115
Note 11	Passifs courants	116
Note 12	Chiffre d'affaires et carnet de commandes	116
Note 13	Résultat opérationnel	117
Note 14	Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	118
Note 15	Impôt	118
Note 16	Résultat net et résultat net dilué par action	119
Note 17	Information sectorielle et autres indicateurs financiers	120
Note 18	Instruments financiers	123
Note 19	Engagements hors bilan	125
Note 20	Engagements envers le personnel	125
Note 21	Informations sur les parties liées et les avantages des organes d'administration et de Direction	128
Note 22	Informations complémentaires sur l'État consolidé des flux de trésorerie	129
Note 23	Honoraires des Commissaires aux comptes	130
Note 24	Liste des principales sociétés consolidées	131

NOTE 1 – FAITS SIGNIFICATIFS**1.1 – PÉRIMÈTRE AU 31 DÉCEMBRE 2022**

Au 31 décembre 2022, Colas SA consolide 502 entités contre 522 à fin 2021.

Nombre de sociétés consolidées	2022	2021
Sociétés contrôlées	319	327
Activités conjointes	53	65
Coentreprises et entités associées	130	130
TOTAL	502	522

Les principales sociétés du Groupe sont détaillées en Note 24.

1.2 – FAITS SIGNIFICATIFS**1.2.1 – Faits significatifs de l'exercice 2022**

Le 24 février 2022, un conflit militaire a éclaté entre la Russie et l'Ukraine. Colas ayant très peu d'activité dans ces deux pays, le Groupe n'est pas directement impacté par le conflit en cours. Néanmoins, le Groupe reste très vigilant quant aux évolutions macroéconomiques et à leurs répercussions directes et indirectes sur les activités et les résultats du Groupe.

Processus de cession Branscome (Etats-Unis)

Le Groupe a reclassé les actifs et passifs de la filiale Branscome en actifs et passifs destinés à être cédés compte tenu du processus de cession en cours.

Acquisition de Hasselmann

Le 9 août 2022, Colas Rail a signé un contrat pour l'acquisition de 100 % des parts du groupe Hasselmann, basé en Thuringe et spécialisé dans la construction de voies ferrées et d'infrastructures ferroviaires.

Le groupe familial est constitué de trois sociétés : Hasselmann GmbH (infrastructures ferroviaires), NTG GmbH (voie ferrée) et LGM Logistik GmbH (sécurité ferroviaire). À date, il emploie près de 300 personnes et a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 70 millions d'euros.

À la date de prise de contrôle le 4 octobre 2022, dans l'attente de l'allocation du prix d'acquisition, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé pour 46 millions d'euros (voir note 3.2.4) et l'impact sur l'endettement net est de 63 millions d'euros.

Opérations de Sales and Leaseback

Le Groupe a réalisé la cession de 39 sites en France pour une valeur de 70 millions d'euros ainsi que d'un site en Australie pour l'équivalent de 35 millions d'euros. Ces cessions ont été reconnues comme ventes au sens d'IFRS 15. Une partie de ces installations a fait l'objet d'un contrat de location postérieurement à leur cession ; en conséquence, une partie de leur plus-value a été retraitée en application de l'IFRS 16.

1.2.2 – Faits significatifs de l'exercice 2021**Acquisition de Destia**

Le 25 août 2021, Colas SA a signé un protocole d'accord visant à acquérir 100 % des titres de la société Destia auprès

de la société d'investissement familiale finlandaise Ahlström Capital. Le groupe Destia est l'acteur majeur dans le domaine des infrastructures routières, ferroviaires et énergétiques en Finlande. Employant plus de 1 600 collaborateurs, Destia a réalisé un chiffre d'affaires de 569 millions d'euros et un résultat net de 17 millions d'euros en 2021.

L'acquisition a été conclue en décembre 2021, et Destia est consolidée dans les comptes du groupe Colas depuis le 31 décembre 2021. Le goodwill définitif a été comptabilisé pour 191 millions d'euros au 31 décembre 2022 (voir note 3.2.4)

1.2.3 – Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 31 décembre 2022

Le Groupe n'a pas connaissance d'événements significatifs postérieurs à la clôture.

1.3 – COMPARABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS

Les variations de périmètre de l'exercice n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés présentés au 31 décembre 2022 et ne font pas obstacle à la comparaison avec les états financiers établis au 31 décembre 2021.

NOTE 2 – PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE**2.1 – LES ACTIVITÉS DU GROUPE**

Colas est un leader mondial de la construction et de l'entretien des infrastructures de transport.

Les activités routières représentent environ 90 % de l'activité totale et comprennent :

- la construction et l'entretien de routes, autoroutes, pistes d'aéroport, plateformes portuaires, industrielles et logistiques, aménagements urbains, voies de transports en commun en site propre, aires de loisirs, mais également des activités de sécurité et signalisation routière, gestion de trafic, fabrication, pose et maintenance d'équipements de sécurité. Ces projets peuvent être réalisés via des activités de concession et de gestion d'infrastructures, notamment autoroutières, aéroportuaires, de voiries urbaines ou de transports en commun urbains ;
- le génie civil (petits et grands ouvrages) ainsi qu'une activité de bâtiment (construction neuve, réhabilitation et démolition/déconstruction) réalisée par les filiales routières dans certaines régions ;
- la production et le recyclage de matériaux de construction (granulats, émulsions et liants, enrobés, béton prêt à l'emploi, bitume) en amont de la construction, à partir d'un réseau international dense de carrières, usines d'émulsion, centrales d'enrobage et centrales à béton.

Colas opère également dans d'autres secteurs opérationnels qui représentent environ 10 % de l'activité totale :

- l'activité Ferroviaire qui comprend la conception et l'ingénierie de grands projets complexes, la construction, le renouvellement et l'entretien d'infrastructures ;
- l'activité de Transport d'eau et d'énergie qui comprend la pose et l'entretien de pipelines et canalisations.

2.2 - PRINCIPES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes consolidés du groupe Colas intègrent les comptes de la société Colas et de ses filiales.

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 21 février 2023 et seront soumis pour approbation à la prochaine Assemblée générale mixte du 25 avril 2023.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2022 sont établis en millions d'euros (sauf mention contraire) et en conformité avec les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états financiers au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2022, le groupe Colas a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les comptes consolidés de l'exercice 2021 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables en 2022.

Principaux amendements en vigueur au sein de l'Union européenne, applicables en 2022 :

Amendements à IAS 37

Le 14 mai 2020, l'IASB a publié des amendements à IAS 37 relatifs à l'évaluation des contrats onéreux. Ces amendements précisent les coûts à prendre en compte lorsque l'entité établit le « coût d'exécution » du contrat pour déterminer s'il s'agit d'un contrat déficitaire. L'impact n'est pas significatif pour le Groupe.

Amendements à IAS 16

Le 2 juillet 2021, l'IASB a publié des amendements à IAS 16 relatifs à la comptabilisation des produits générés par une immobilisation pendant son transfert sur site ou sa mise en état. Ces amendements interdisent à une entité de déduire ces produits du coût de l'immobilisation. L'entité devra comptabiliser ces produits de la vente et les coûts correspondants en résultat. L'impact n'est pas significatif pour le Groupe.

Conclusions de l'IFRS IC relatives à IAS 38

En avril 2021, l'IASB a approuvé les conclusions du Comité d'Interprétation des IFRS (IFRS IC) de décembre 2020 relatives à la comptabilisation des coûts de configuration et de customisation liés à la mise en place d'un logiciel en SaaS (Software as a Service). Ces coûts, selon leur nature, sont généralement à comptabiliser en charges, soit reconnues immédiatement soit étalées sur la durée du contrat. L'analyse de ces conclusions a été finalisée et les impacts pour le Groupe sont non significatifs. Aucun retraitement sur les capitaux propres d'ouverture n'a été effectué. Les coûts de configuration et de customisation de tout logiciel mis en place à partir du 1^{er} janvier 2022 sont comptabilisés selon les conclusions de l'IFRS IC.

Normes IFRS et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2023

Amendements à IAS 12

Le 7 mai 2021, l'IASB a publié des amendements à IAS 12 relatifs à la comptabilisation de l'impôt différé lors de la comptabilisation initiale de certaines transactions dans les cas où celles-ci donnent lieu à des montants égaux d'actifs et de passifs d'impôt différé. Ces modifications s'appliquent aux transactions pour lesquelles l'entité comptabilise à la fois un actif et un passif, comme dans le cas des contrats de location ou des obligations de démantèlement. Ces amendements ont été adoptés par l'Union européenne le 11 août 2022.

L'analyse des impacts est en cours et sera finalisée au 1^{er} trimestre 2023. À ce stade de l'analyse, l'impact sur le Groupe apparaît non significatif.

Jugements et recours à des estimations

Lors de la préparation des comptes consolidés, conformément aux normes et interprétations, le Groupe procède à des estimations qui reposent notamment sur des hypothèses. Elles peuvent concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des comptes consolidés et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et hypothèses sont évaluées de façon continue sur la base de l'expérience passée et des informations disponibles à la date d'arrêt des états financiers, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient le cas échéant, par la suite, différer sensiblement de ces estimations.

Celles-ci concernent pour l'essentiel l'appréciation des tests de dépréciation des *goodwill* et des participations, de l'évaluation des actifs et des passifs identifiables dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix lors de l'acquisition, des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière, pensions, etc.), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, de la recouvrabilité des impôts différés actifs en particulier en cas d'historique de pertes fiscales sur plusieurs exercices, des provisions (litiges et contentieux, etc.), des accords pour déterminer s'ils contiennent des contrats de location, des éléments retenus pour retraiter les contrats de location (durées et taux d'endettement marginaux, décrites respectivement en notes 2.7.2 et 2.11.2 de l'annexe), et des marges à fin d'affaires des opérations de construction (note 2.13.1 de l'annexe).

Enfin, le Groupe fait usage de jugements pour appliquer les normes IFRS à certaines opérations portant notamment sur la qualification du niveau de contrôle exercé sur certaines entités, l'identification de contrats de location, l'analyse des compléments de prix lors de regroupements d'entreprises et l'identification des obligations de performances distinctes pour la reconnaissance du chiffre d'affaires.

En cas d'absence de norme ou d'interprétation applicable à une transaction spécifique, le Groupe retient des méthodes comptables qui permettent d'obtenir des informations pertinentes, donnant une image fidèle et comparable d'une période à l'autre afin que les comptes consolidés :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans les notes annexes aux comptes consolidés.

Lors de la préparation des états financiers, le Groupe a analysé les impacts potentiels identifiés à ce jour des changements climatiques. Cette analyse n'a pas conduit à remettre en question les durées de vie et les valeurs résiduelles et recouvrables des actifs non financiers, tels que les immobilisations corporelles et incorporelles, les *goodwill* ou les droits d'utilisation des actifs loués.

Actifs ou activités détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés est considéré comme détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus bas de la valeur comptable et du prix de cession estimé, nets des coûts relatifs à la cession.

Une activité abandonnée représente une activité significative pour le Groupe, ayant été une unité génératrice de trésorerie (UGT) et faisant l'objet, soit d'une cession, soit d'un classement en actif détenu en vue d'une vente. Les éléments du résultat et de l'état consolidé des flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur des lignes spécifiques des comptes consolidés pour toutes les périodes présentées.

2.3 – MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Sociétés contrôlées

Les sociétés sur lesquelles Colas exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale.

Sociétés contrôlées conjointement

Une coentreprise ou une activité conjointe est issue d'un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint. Pour les activités conjointes, qui confèrent à chacun des coparticipants des droits directs dans les actifs et des obligations au titre des passifs, les actifs et passifs, charges et produits, sont consolidés selon les intérêts dans l'activité conjointe. Les coentreprises qui confèrent des droits dans l'actif net sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Sociétés sous influence notable

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable. Cette dernière est présumée lorsque le Groupe dispose directement

ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de la société.

Les résultats, les actifs et passifs des sociétés associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

2.4 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre de la norme IFRS 3 révisée.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises à la date d'acquisition, le *goodwill* correspond à la somme de la contrepartie transférée (prix d'acquisition) et des participations ne donnant pas le contrôle, minorée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris et, le cas échéant, de la réévaluation en juste valeur de la part antérieurement détenue. Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3 révisée offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un *goodwill* alloué à ces derniers, selon la méthode dite du « *goodwill* complet ») ;
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans *goodwill* affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, selon la méthode dite du « *goodwill* partiel »).

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le *goodwill* est affecté à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquise, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder douze mois.

Les amortissements des actifs corporels et incorporels reconnus dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition sont constatés en résultat opérationnel courant.

Les *goodwill* négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Ultérieurement, le *goodwill* est évalué annuellement, à son coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur déterminées comme indiqué au chapitre ci-après intitulé « Suivi de la valeur des actifs immobilisés, des coentreprises et des entités associées » (note 2.7.4. de l'annexe), conformément à la norme IAS 36. En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, à la date de prise de contrôle par étape, la quote-part antérieurement détenue est réévaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat. En cas de perte de contrôle avec conservation d'une participation, en complément du résultat de cession, la quote-part conservée est également réévaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat.

En cas de variation de pourcentage, sans incidence sur le contrôle, l'écart entre la contrepartie transférée et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle est constaté directement en capitaux propres part du Groupe. En conséquence, il n'y a pas de constatation de *goodwill* complémentaire.

Les coûts directs liés au regroupement sont comptabilisés en résultat opérationnel (en autres produits et charges opérationnels lorsqu'ils sont significatifs).

En cas de cession partielle des activités constitutives d'une UGT, le Groupe retient généralement le principe d'allocation du *goodwill* affecté à l'activité cédée à proportion de sa valeur relative dans l'UGT à la date de cession, sauf s'il peut être démontré qu'une autre méthode reflète mieux le *goodwill* lié à l'activité cédée, conformément à IAS 36.86.

Les *goodwill* déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise.

2.5 – MÉTHODE DE CONVERSION DES ÉLÉMENTS EN DEVISES

Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en résultat. Les actifs et passifs non monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

États financiers des entités dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont présentés en « variation de la réserve de conversion » dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

2.6 – MÉTHODE D'APPRÉCIATION DES IMPOSITIONS

Les impositions différées sont constatées pour les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif. Elles résultent :

- des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont soit :
 - des sources d'impositions futures (impôts différés passifs) : il s'agit essentiellement d'amortissements fiscaux accélérés dont l'imposition est différée,
 - des sources de déductions futures (impôts différés actifs) : sont concernées principalement les provisions

fiscalement non déductibles temporairement. Ces actifs sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer ; ils sont revus à chaque clôture ;

- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) dont il est probable qu'ils seront récupérés sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des comptes, selon les pays. Ainsi au 31 décembre 2022, les différences temporelles et les reports fiscaux déficitaires des entités françaises ont été comptabilisés au taux adopté, soit 25,83 % pour 2022 et au-delà.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation et sont présentés en actif ou passif non courant.

2.7 – ACTIF NON COURANT

2.7.1 – Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient d'acquisition sous déduction des amortissements et dépréciations cumulés. L'amortissement est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée prévisible d'utilisation des actifs.

Principales durées d'utilisation retenues

Terrains	(voir ci-après)
Constructions hors exploitation	20 à 40 ans
Constructions industrielles	10 à 20 ans
Installations techniques, matériels et outillages	5 à 20 ans
Autres immobilisations corporelles (Matériel de transport et de bureau)	3 à 10 ans

Les terrains nus ou bâtis ne sont pas amortis, mais font, si nécessaire, l'objet d'une dépréciation.

Terrains de gisement : ils sont amortis selon le rythme d'épuisement du gisement, sans que la durée totale d'amortissement puisse excéder 40 ans.

Le montant cumulé des amortissements ne peut être inférieur à l'amortissement calculé selon le mode linéaire.

Lorsqu'une immobilisation exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisée ou vendue, les coûts d'emprunts directement attribuables à son acquisition ou sa construction sont incorporés dans le coût de cette immobilisation.

Conformément à la norme IAS 16, lorsqu'une immobilisation est structurée par composants à durées d'utilisation différentes, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts en actifs corporels.

Les profits et pertes sur cessions sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée ; ils sont inclus en « Autres produits et charges d'exploitation », sauf lorsqu'ils répondent aux critères de classification en « Autres produits et charges opérationnels » (note 2.13.2 de l'annexe).

Les durées d'amortissement sont revues annuellement, et peuvent être modifiées si les attentes d'utilisation diffèrent des estimations précédentes.

Subventions reçues

Les subventions d'investissement reçues (notamment de l'État) sont affectées au bilan en diminution de la valeur des immobilisations concernées, et amorties au rythme de ces actifs dès lors qu'elles sont définitivement acquises.

2.7.2 – Droits d'utilisation des actifs loués

La norme IFRS 16 définit le droit d'utilisation relatif à un contrat de location comme étant un actif qui représente le droit du preneur d'utiliser le bien sous-jacent pour la durée du contrat. Ce droit d'utilisation est reconnu par le Groupe à la date de prise d'effet du contrat de location (dès la mise à disposition de l'actif). Il est évalué à son coût et comprend :

- le montant initial de l'obligation locative (note 2.11.2 de l'annexe) ;
- les paiements d'avance faits au bailleur nets, le cas échéant, des avantages reçus du bailleur ;
- les coûts directs initiaux significatifs encourus par le preneur pour la conclusion du contrat, correspondant aux coûts qui n'auraient pas été encourus si le contrat n'avait pas été conclu ;
- une estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat.

L'amortissement est comptabilisé en charge au compte de résultat selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location. Le droit d'utilisation fait l'objet d'une dépréciation s'il existe un indice révélant une possible perte.

La durée du contrat correspond à la période non résiliable du contrat pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser l'actif sous-jacent, après prise en compte des options de renouvellement ou de résiliation que le preneur est raisonnablement certain d'exercer.

Les droits d'utilisation chez Colas sont principalement relatifs à des contrats de baux immobiliers et à des équipements.

Lorsque le Groupe réalise une opération de cession-bail, correspondant à la vente au sens de la norme IFRS 15 d'un bien à un tiers pour le reprendre en location en tant que preneur, le droit d'utilisation est calculé selon la proportion de la valeur nette comptable antérieure du bien transféré, et représente le droit d'utilisation que le Groupe conserve. Cette proportion est basée sur le rapport des obligations locatives ramenées sur le prix de vente du bien. De même le résultat de cession n'est constaté qu'à hauteur des droits effectivement transférés à l'acquéreur-bailleur.

2.7.3 – Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme étant un actif non monétaire identifiable, sans substance physique, et contrôlé par l'entité. Un actif est identifiable :

- s'il est séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante) ;
- ou s'il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Un actif est contrôlé si l'entité a le pouvoir d'en retirer les bénéfices économiques futurs et d'en restreindre l'accès aux tiers.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ; le caractère indéfini est revu à chaque clôture.

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- les marques et relations clientèle qui ont été reconnues dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition ;
- les frais de développement :
 - les frais de développement sont activés lorsqu'ils satisfont aux critères de la norme IAS 38 (génération d'avantages économiques futurs et coût évalué de façon fiable),
 - conformément aux principes IFRS, les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement ;
- les concessions, brevets et droits assimilés.

2.7.4 – Suivi de la valeur des actifs immobilisés, des coentreprises et des entités associées

Des tests de dépréciation de la valeur nette comptable des actifs immobilisés et de la participation dans les coentreprises et entités associées sont réalisés lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Au moins une fois par an (lors de la clôture annuelle), la valeur au bilan des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et des *goodwill* est comparée à leur valeur recouvrable.

Méthode retenue pour les tests de dépréciation

Afin de déterminer la valeur recouvrable, les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent, ou dans le groupe d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Les groupes d'UGT correspondent à l'organisation opérationnelle du Groupe :

- UGT Route Métropole/DOM-OL/Holding : regroupe les activités routières et les activités de Sécurité-signalisation en France métropolitaine, dans les départements d'Outre-Mer et dans l'Océan Indien, ainsi que le siège social de Colas ;
- UGT Route EMEA (Europe – Middle East – Africa) : regroupe les activités routières en Europe (hors France), au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique Latine ;
- UGT Route États-Unis : regroupe l'activité routière aux États-Unis d'Amérique ;
- UGT Route Canada : regroupe l'activité routière au Canada ;
- UGT Route Asie/Pacifique : regroupe les activités routières en Asie, Océanie ;
- UGT Ferroviaire : regroupe l'activité Ferroviaire en France et à l'international ;
- UGT Transport d'eau et d'énergie : regroupe l'activité de Transport d'eau et d'énergie en France et à l'international.

La valeur recouvrable est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) appliquée de la manière suivante :

- les flux de trésorerie futurs sont issus du plan d'affaires à trois ans élaboré par le management en charge de l'UGT, et présenté au Conseil d'administration de Colas ;
- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital, en utilisant pour les capitaux propres un panel de sociétés comparables et pour l'endettement donné deux hypothèses : une structure d'endettement 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) et une structure d'endettement 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2) ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif après charges de loyer et d'un taux de croissance à l'infini.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé après prise en compte des droits d'utilisation et déduction faite des obligations locatives :

- dans le cas où la valeur recouvrable est supérieure à la valeur comptable sur les deux hypothèses, des sensibilités aux différents paramètres sur la base des deux hypothèses sont analysées ;
- dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable sur au moins une des deux hypothèses, une estimation plus fine est effectuée, par exemple en ayant recours à un évaluateur indépendant, afin de déterminer la valeur recouvrable.

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur au bilan consolidé s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée en priorité sur le *goodwill* existant et ne peut pas faire l'objet d'une reprise pour cette part.

La prise en compte des effets de la norme IFRS 16 dans les tests de dépréciation décrite ci-avant est une méthode de simplification acceptée.

Test de dépréciation de la participation dans les coentreprises et entités associées

Le *goodwill* inclus dans la valeur comptable d'une coentreprise ou d'une entité associée n'étant pas présenté séparément, il ne fait pas l'objet d'un test individuel de dépréciation en application des dispositions de la norme IAS 36. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur comptable s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée sur la valeur de la participation et peut faire l'objet d'une reprise.

2.7.5 – Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants incluent notamment les prêts et créances rattachés ou non aux participations et des immobilisations financières diverses : dépôts et cautionnements, participations diverses dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle, ni influence notable.

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées soit dans les capitaux propres en « Éléments non recyclables en résultat net », soit au compte de résultat en « Autres produits et charges financiers », selon l'option retenue par le Groupe pour chacun de ces titres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Concernant les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie traduit l'évolution des taux d'intérêt du marché et modifie le taux d'intérêt effectif, et donc la valorisation du prêt ou de la créance.

Conformément à la norme IFRS 9, une dépréciation est constatée dès la comptabilisation initiale, reflétant le risque de défaut attendu dans les douze prochains mois. Cette dépréciation est enregistrée en compte de résultat (note 3.2.6 de l'annexe).

Contrats de concession et PPP (partenariat public-privé)

Le Groupe détient des participations titulaires de contrats de concessions/PPP (partenariat public-privé) qui sont traités conformément à l'interprétation IFRIC 12. Ces contrats sont analysés au cas par cas.

Dans le cas de la méthode de la créance financière, la créance initiale représente la juste valeur des travaux réalisés et elle est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode définie par la norme IFRS 9.

Elle représente donc le montant des travaux réalisés, augmenté des intérêts cumulés calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et diminué des paiements reçus du concédant.

2.8 – ACTIF COURANT

2.8.1 – Stocks

Les stocks sont évalués à la plus faible des deux valeurs suivantes : coût ou valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition et les coûts de transformation.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, les frais de transport et de manutention encourus pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent.

Le coût de transformation inclut l'ensemble des coûts directs et indirects encourus pour transformer les matières premières en produits finis.

Pour l'évaluation ultérieure, le coût est calculé selon la méthode du Premier Entré, Premier Sorti, ou selon la méthode du Coût Moyen Pondéré en fonction de la nature des stocks.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé du produit diminué des coûts estimés pour son achèvement et sa commercialisation.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, les dépréciations nécessaires sont comptabilisées.

2.8.2 – Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent, à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre des contrats comptabilisés selon la méthode de l'avancement, les clients et comptes rattachés incluent les facturations ou situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage).

2.8.3 – Actifs sur contrats clients

Les actifs sur contrats clients représentent le chiffre d'affaires comptabilisé à l'avancement et dont la facturation est subordonnée à la fourniture d'autres biens et services et/ou à la réalisation de jalons ou d'étapes définies au contrat.

2.8.4 – Autres créances courantes

Les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

2.9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines sociétés du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers de couverture dans le but de limiter l'incidence des variations de change, de taux d'intérêt et de prix des matières premières sur leur compte de résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

2.9.1 – Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

Exposition au risque de change

Le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes puisqu'une grande partie de l'activité du Groupe (49 % en 2022) est réalisée dans la zone euro, et que les filiales réalisent une très faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

Dans la plupart des cas, le chiffre d'affaires à l'international est réalisé par des filiales locales dont la facturation et les dépenses sont libellées dans la devise du pays où sont exécutés les travaux, de sorte que l'évolution des taux de change n'a pas d'autres impacts significatifs sur le chiffre d'affaires et la rentabilité du Groupe que l'effet de conversion calculé à partir de la variation d'une parité moyenne. Plus d'un quart de l'activité étant réalisé en Amérique du Nord, le Groupe a une sensibilité à l'évolution de la parité euro/dollar américain et euro/dollar canadien.

Les emprunts ou placements sont centralisés dans la devise de chaque pays (euro, dollar américain, dollar canadien, etc.).

Une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques pays.

Exposition au risque de taux

La charge financière du Groupe est peu sensible à la variation des taux d'intérêt car les dettes financières à taux variable

sont en partie compensées par la trésorerie disponible placée à taux variable. Si les dettes financières à taux variable ne sont pas compensées par la trésorerie disponible de manière prolongée, des couvertures contre le risque de taux sont mises en place au cas par cas. Outre les dettes à taux variables figurant au bilan, la saisonnalité de l'activité peut entraîner le recours à des emprunts à court terme.

La charge financière du Groupe ne serait que peu affectée par une fluctuation des taux d'intérêts européens ou par une évolution divergente de ceux-ci par rapport aux taux d'intérêt dans les principales devises hors de la zone euro.

Exposition au risque sur matières premières

Le Groupe a une sensibilité aux variations du coût des matières premières principalement liées aux produits pétroliers dans l'activité routière, ainsi qu'à certains métaux dans les activités de Sécurité signalisation et Ferroviaire.

2.9.2 – Principes communs relatifs aux instruments financiers de couverture

Les instruments utilisés sont limités à des produits comme :

- les achats et ventes à terme de devises, les swaps de devises, les *cross-currency swaps*, les achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;
- les swaps de taux d'intérêt, les *future rate agreements*, les achats de caps et de tunnels ou d'options de taux dans le cadre de la couverture du risque de taux ;
- les achats et ventes à terme de contrats, les swaps et options sur matières premières dans le cadre de la couverture du risque sur matières premières.

Ces instruments ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture ;
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang ;
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et, plus généralement, la gestion de l'exposition aux risques de change, de taux et de matières premières font l'objet d'un suivi détaillé et spécifique à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées, y compris Colas SA.

2.9.3 – Règles de couverture

Risque de change

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire ; si le sous-jacent de la couverture disparaît (prestation non réalisée, commande annulée, etc.), l'opération de couverture est immédiatement dénouée.

Autant que faire se peut, les acquisitions de filiales étrangères sont financées en devises locales. En règle générale, les actifs en devises du Groupe n'ayant pas vocation à être cédés ne font pas l'objet d'une couverture de change.

Dans le cadre de l'optimisation de la trésorerie du Groupe par la conversion d'excédents prêtés ou empruntés à des filiales dans leur devise locale en substitution de lignes bancaires, des couvertures de change à terme peuvent être utilisées pour annuler le risque de change.

Dans un souci de rationalisation, les positions de change de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et, le cas échéant, les positions symétriques peuvent être compensées.

Risque de taux

Le principe est de couvrir, au niveau du Groupe, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

L'objectif est de sécuriser le résultat financier futur en fixant le coût de la dette par des swaps, des *future rate agreements* ou en le limitant par des caps, pour une durée liée à celle des passifs financiers à couvrir.

Comme pour le risque de change, toujours dans un but de rationalisation, les positions de taux de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et partiellement compensées.

Risque sur matières premières

Le principe est de couvrir, au niveau du Groupe, tout ou partie de l'exposition de contrats spécifiques aux variations du coût des matières premières.

2.9.4 – Méthodes comptables appliquées en matière d'instruments financiers

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IFRS 9. Le Groupe procède alors, suivant le cas, à trois types de comptabilisation :

- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat ;
- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en compte de résultat pour la partie non efficace et en capitaux propres (jusqu'au dénouement de l'opération) pour la partie efficace ;
- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture d'investissements nets à l'étranger : la variation de la valeur intrinsèque de l'instrument de couverture est comptabilisée en capitaux propres jusqu'au dénouement de l'opération.

2.10 – CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Les actions propres détenues sont imputées en déduction des capitaux propres consolidés et celles autodétenues par les filiales du Groupe augmentent le pourcentage d'intérêt du Groupe sur celles-ci.

2.10.1 – Réserve de conversion

La réserve de conversion représente les écarts de change intervenus depuis le 1^{er} janvier 2004, date de remise à zéro

de la réserve par virement à la rubrique « Report à nouveau ». En cas de cession d'une filiale consolidée ou d'une société mise en équivalence établissant ses comptes en devises, la réserve de conversion comptabilisée jusqu'à la date de cession est recyclée par contrepartie du compte de résultat pour calculer un résultat de cession hors variation liée à l'évolution des devises.

2.10.2 – Information sur la gestion du capital

L'objectif de la Direction générale de Colas est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

- de conserver un ratio endettement net sur capitaux propres raisonnable ;
- de distribuer un dividende régulier aux actionnaires.

Ce niveau peut toutefois varier sur une période limitée, en particulier si un investissement ayant un intérêt stratégique fort pour le Groupe se présentait.

À cette fin, le plan d'affaires constitue l'un des outils de pilotage du Groupe permettant à la société mère d'appréhender la situation de chacun des secteurs opérationnels comme de l'ensemble du Groupe, et son incidence sur les capitaux propres consolidés.

Parmi les indicateurs de performance utilisés, certains peuvent être calculés par référence aux capitaux propres mais leur utilisation n'est ni prépondérante ni systématique.

Par ailleurs, il est rappelé que les capitaux propres du Groupe ne sont soumis à aucune restriction statutaire.

2.11 – PASSIF NON COURANT

2.11.1 – Dettes financières non courantes

À l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur (intégrant une composante de risque de contrepartie qui est non significative), les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

2.11.2 – Obligations locatives non courantes

Conformément à la norme IFRS 16, à la prise d'effet d'un contrat de location, le preneur comptabilise une obligation locative au passif du bilan pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers sur la durée du contrat.

Les montants pris en compte au titre des loyers dans l'évaluation de l'obligation sont :

- les loyers fixes (y compris les loyers considérés comme fixes en substance, c'est-à-dire ceux qui, même s'ils contiennent une variabilité dans la forme, sont en substance inévitables) ;
- les loyers variables basés sur un taux ou un index en utilisant le taux ou index à la date de prise d'effet du contrat ;
- les paiements à effectuer par le preneur pour les garanties de valeur résiduelle ;
- le prix d'exercice d'une option d'achat si l'exercice de l'option est raisonnablement certain ;
- les pénalités de résiliation ou de non-renouvellement du contrat.

Au cours de la durée du contrat, la valeur comptable de l'obligation locative est :

- augmentée des intérêts des obligations, qui sont comptabilisés en charges au compte de résultat et calculés selon le taux d'actualisation utilisé lors de l'évaluation initiale ;
- et diminuée du montant des paiements de loyer effectués.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé pour chaque bien en fonction du taux marginal d'endettement à la date de signature du contrat. Ce taux est obtenu par l'addition d'un taux de marché tenant compte de la localisation, de la devise et de la durée du contrat et d'un *spread* sectoriel tenant compte de la nature du contrat.

Le Groupe a décidé d'utiliser les mesures de simplification prévues par la norme et de ne pas retraiter les contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois. Ces contrats de location sont comptabilisés en résultat au rythme des paiements. Le Groupe a également décidé de comptabiliser chaque composante du contrat séparément, en distinguant les composantes locatives des composantes non locatives (prestations de services).

L'option d'application d'IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles n'a pas été retenue par le Groupe.

La fraction à moins d'un an des obligations locatives est présentée en passif courant.

2.11.3 - Provisions non courantes

Conformément à la norme IAS 37, des provisions sont comptabilisées à la clôture de l'exercice lorsqu'il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduise pour l'entreprise par une sortie nette de ressources représentatives d'avantages économiques.

Le montant figurant en provisions correspond à la meilleure estimation par le Groupe de la sortie nette de ressources.

En général, ces provisions ne sont pas liées au cycle normal d'exploitation de l'entreprise. Elles incluent pour l'essentiel :

Les avantages au personnel

Pensions

Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès d'organismes externes : caisses de retraite publiques ou privées et fonds de pension indépendants (régimes à cotisations définies).

Il subsiste toutefois quelques régimes à prestations définies au Royaume-Uni, en Irlande, au Canada et en Suisse. À l'exception du régime de Colas Rail Ltd, ces régimes ne concernent qu'un nombre limité de salariés puisqu'il a été décidé il y a quelques années que ces fonds ne pouvaient plus accueillir de nouveaux cotisants. Ces régimes (fonds de pension) sont gérés par des fonds indépendants de la Société.

Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en autres produits et charges comptabilisés.

Indemnités de fin de carrière

Leur coût est déterminé en utilisant la méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière. La méthode de calcul repose sur une projection individuelle tenant compte :

- du statut, de l'âge et de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel ;
- du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties (démissions) par métier, tranches d'âge et catégories ;
- des salaires et appointements moyens incluant primes, gratifications et avantages en nature, majorés d'un coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- d'un taux de revalorisation du salaire de fin de carrière ;
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite ;
- d'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence aux tables de survie.

Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en autres produits et charges comptabilisés.

L'acquisition linéaire des droits est réalisée uniquement sur les dernières années de la carrière permettant d'obtenir les droits lorsqu'ils sont plafonnés.

Primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté

Ces primes, dont la pratique dans la très grande majorité des sociétés du Groupe est permanente et systématique, font l'objet d'une provision. La méthode de calcul repose sur une projection individuelle tenant compte de la rotation du personnel et d'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence aux tables de survie.

Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en résultat.

Les litiges et contentieux

Litiges et contentieux travaux

Le montant du risque provisionné est évalué en fonction de la demande de la partie adverse ou de l'évaluation des travaux de réfection établie par les experts désignés par les tribunaux.

Risques sur contrôles fiscaux, contrôles charges sociales ou autres administrations

Les redressements sont pris en charge dans l'exercice lorsqu'ils sont acceptés ou font l'objet d'une provision lorsqu'ils sont contestés, à l'exception de ceux portant sur l'impôt sur les sociétés, qui sont comptabilisés en dettes fiscales.

Les garanties données aux clients (long terme)

Elles représentent l'évaluation des travaux à réaliser au titre des garanties données lorsque la durée de la garantie excède la durée du cycle d'exploitation (1 à 2 ans), par exemple la garantie décennale relative à certains ouvrages.

Les coûts de remise en état des sites (long terme)

Le coût de remise en état des sites d'exploitation de carrières à l'expiration du gisement et/ou de l'autorisation d'exploitation fait l'objet d'une évaluation détaillée (coût de la main-d'œuvre, du matériel qui sera utilisé, des matériaux à mettre en œuvre, quote-part de frais généraux...). Seuls les coûts qui seront engagés au-delà des douze mois suivant la clôture de l'exercice figurent dans cette rubrique.

2.12 – PASSIF COURANT

2.12.1 – Provisions courantes

Les provisions courantes, liées au cycle normal d'exploitation de l'entreprise, comprennent pour l'essentiel :

Les provisions pour garanties données aux clients (durée un à deux ans maximum)

Les provisions pour finitions constituées dans le cadre des garanties contractuelles font l'objet d'une appréciation individuelle chantier par chantier.

Les provisions pour frais de fin de chantier

Il s'agit des frais de repli de chantier (nettoyage du chantier, repli du matériel). Ces frais font l'objet d'une appréciation individuelle qui est fonction de l'importance du chantier et de son éloignement par rapport aux bases permanentes.

Les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats

Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte notamment les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

Les coûts de remise en état des sites

Il s'agit du coût des travaux de remise en état des sites après exploitation (principalement carrières) qui seront réalisés dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 37 relative aux passifs, une information relative aux provisions les plus significatives est fournie, dans la mesure où cette information ne peut porter préjudice au Groupe.

2.12.2 – Fournisseurs et comptes rattachés

En raison de leur caractère à court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.12.3 – Passifs sur contrats clients

Les passifs sur contrats clients représentent l'obligation, pour le Groupe, de transférer des biens ou des services pour lesquels un paiement a déjà été reçu de la part du client, ou lorsque le droit inconditionnel au paiement est déjà acquis. Ils incluent les avances et acomptes reçus sur commandes et les écarts liés à l'avancement d'un contrat (note 11 de l'annexe).

2.13 – COMPTE DE RÉSULTAT

Comme le permet la norme IAS 1, le Groupe présente un compte de résultat par nature. Le Groupe a appliqué les recommandations de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013, n° 2012-01 et 2012-02 du 21 décembre 2012 pour la présentation du compte de résultat.

2.13.1 – Définition des produits de l'activité

Les produits de l'activité du Groupe sont reconnus dès lors que :

- un contrat client et ses différentes obligations de performance sont identifiés ;

- un prix de transaction est déterminé et affecté aux différentes obligations de performance ;
- les obligations de performance distinctes du contrat sont satisfaites ;
- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au Groupe de manière probable ;
- le montant du chiffre d'affaires peut être mesuré de manière fiable ;
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Les contrats conclus avec les clients sont analysés pour déterminer les obligations de performance ; l'essentiel des contrats significatifs du Groupe comprend une seule obligation de performance.

Ventes de biens (bitume, agrégats)

Le produit est comptabilisé lorsque le transfert de contrôle du bien est constaté, c'est-à-dire lors de la livraison.

Prestations de service (entretien et maintenance des infrastructures routières, réseaux ferroviaires, activité de transport d'eau et d'énergie)

Le produit est comptabilisé au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

Contrats de construction (construction d'infrastructures routières ou ferroviaires)

Le chiffre d'affaires relatif à des activités de construction correspond à l'estimation la plus récente du prix de vente total et prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client ou hautement probables.

Il est comptabilisé à la fin de chaque période selon la méthode dite à l'avancement, celui-ci étant calculé sur la base des coûts des travaux exécutés.

Dès lors qu'une perte sur contrat est connue et estimable de manière fiable, elle fait l'objet d'une provision pour perte à terminaison inscrite au passif du bilan en « Provisions courantes ». La perte est reconnue en totalité quel que soit le degré d'avancement.

2.13.2 – Autres produits et charges opérationnels

Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif, que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

La nature de ces éléments est décrite dans la note 13 de l'annexe.

2.13.3 – Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net inclut les charges et produits d'intérêts liés à la trésorerie ainsi que les coûts d'emprunts.

2.14 – ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

L'état consolidé des flux de trésorerie est présenté selon IAS 7 amendée et la recommandation ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte). Il analyse la variation de la trésorerie du Groupe qui est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence sur la trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

2.15 – AUTRES INDICATEURS FINANCIERS

Les indicateurs Résultat opérationnel courant des activités, EBITDA après Loyer, Endettement/Excédent financier net et Cash-flow libre, non définis par les normes IFRS, fournissent des informations supplémentaires qui sont pertinentes pour les actionnaires dans leur analyse de la performance et de la position financière du Groupe. Ces indicateurs sont présentés en note 17 de l'annexe.

2.15.1 – Résultat opérationnel courant des activités

Le Résultat opérationnel courant des activités (ROCA) correspond au résultat opérationnel courant avant prise en compte des amortissements et dépréciations des actifs incorporels reconnus lors des acquisitions.

2.15.2 – EBITDA après Loyer

L'EBITDA après Loyer correspond au résultat opérationnel courant après prise en compte des charges d'intérêts sur obligations locatives, corrigé des dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations des immobilisations corporelles et incorporelles, aux provisions et autres dépréciations ainsi que des effets liés aux pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots conservés.

Les autres produits et autres charges d'exploitation du résultat opérationnel courant concernent essentiellement :

- les reprises de provisions et dépréciation non utilisées ;
- les différences de change nettes relatives à des opérations commerciales ;
- les résultats de cessions sur immobilisations ;
- le résultat net des opérations faites en commun qui correspond à la quote-part de résultat provenant de sociétés non consolidées (sociétés en participation, etc.), par exemple de celles qui exploitent des postes de fabrication d'enrobés ou de liants ;
- les redevances pour concessions de brevets ;

- les produits des cessions de matières premières (bitume) réalisées par les filiales de Colas aux sociétés en participation (SEP) et aux groupements d'intérêt économique (GIE) d'enrobage et d'émulsions qui revendent ultérieurement aux filiales de Colas ces enrobés et émulsions (charge comptabilisée en achats consommés).

2.15.3 – Endettement/Excédent financier net

L'endettement/excédent financier net résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

L'endettement/excédent financier n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net.

2.15.4 – Cash-flow libre

Le cash-flow libre est égal à la capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives. Il est calculé avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

2.15.5 – Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité présentée dans l'état consolidé des flux de trésorerie résulte de la variation des :

- stocks et encours ;
- avances et acomptes versés ;
- créances clients et comptes rattachés ;
- actifs sur contrats clients ;
- dettes fournisseurs et comptes rattachés ;
- passifs sur contrats clients ;
- provisions courantes, et ;
- autres éléments d'actif et de passif courants (hors variation des impôts sur les sociétés, de la trésorerie nette et des dettes financières courantes, des instruments de couverture, des obligations locatives courantes et hors variation des créances et dettes sur immobilisations).

NOTE 3 – ACTIF NON COURANT

3.1 – SYNTHÈSE DES INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE (EXPLOITATION ET FINANCIER)

	2022	2021
Immobilisations corporelles	381	348
Immobilisations incorporelles et goodwill	9	9
Investissements opérationnels ^(a)	390	357
Activités consolidées et participations non consolidées ^(b)	130	273
Investissements consolidés	520	630
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles cédées ^(c)	(212)	(123)
Prix de cession de titres cédés	(31)	(25)
INVESTISSEMENTS NETS	277	482

- (a) Correspond au total de la ligne « Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles » de l'état consolidé des flux de trésorerie.
(b) Correspond au total des lignes « Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés » et « Prix d'acquisition des activités consolidées » de l'état consolidé des flux de trésorerie.
(c) Correspond aux lignes « Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles », « Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés » et « Prix de cession des activités consolidées » de l'état consolidé des flux de trésorerie.

3.2 – ACTIF NON COURANT : ANALYSE DES VARIATIONS NETTES DE L'EXERCICE

3.2.1 – Immobilisations corporelles

	Terrains & constructions	Installations, matériels et outillages	Immobilisations en cours et avances sur commandes	Total
Valeur brute				
31/12/2020	1 806	5 618	120	7 544
Écarts de conversion	57	171	7	235
Virements de rubriques	15	97	(108)	4
Changements de périmètre	(4)	114	3	113
Investissement de l'exercice	34	134	180	348
Cessions et réductions	(90)	(393)	(5)	(488)
31/12/2021	1 818	5 741	197	7 756
Écarts de conversion	13	36	1	50
Virements de rubriques	13	112	(123)	2
Changements de périmètre	(18)	(22)	(1)	(41)
Investissement de l'exercice	30	154	197	381
Cessions et réductions	(67)	(256)	(4)	(327)
31/12/2022	1 789	5 765	267	7 821
Amortissements et dépréciations				
31/12/2020	(789)	(4 433)		(5 222)
Écarts de conversion	(17)	(135)		(152)
Virements de rubriques	1	(1)		
Changements de périmètre	16	(74)		(58)
Dotations et reprises	(58)	(322)		(380)
Cessions et réductions	58	373		431
31/12/2021	(789)	(4 592)		(5 381)
Écarts de conversion	(4)	(32)		(36)
Virements de rubriques	(2)	(7)		(9)
Changements de périmètre	9	47		56
Dotations et reprises	(57)	(312)		(369)
Cessions et réductions	38	239		277
31/12/2022	(805)	(4 657)		(5 462)
Valeur nette				
31/12/2020	1 017	1 185	120	2 322
Dont terrains de gisement (carrières)	316			316
31/12/2021	1 029	1 149	197	2 375
Dont terrains de gisement (carrières)	330			330
31/12/2022	984	1 108	267	2 359
Dont terrains de gisement (carrières)	321			321

3.2.2 - Droits d'utilisation des actifs loués

	Terrains & constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute				
31/12/2020	370	116	263	749
Écarts de conversion	7	8	11	26
Changements de périmètre	26	46	(30)	42
Nouveaux contrats, modifications & autres mouvements liés aux contrats de location	25	89	27	141
31/12/2021	428	259	271	958
Écarts de conversion	3	(3)	(2)	(2)
Changements de périmètre	(4)	3	(6)	(7)
Nouveaux contrats, modifications & autres mouvements liés aux contrats de location	47	108	44	199
31/12/2022	474	367	307	1 148
Amortissements et dépréciations				
31/12/2020	(187)	(50)	(101)	(338)
Écarts de conversion	(4)	(3)	(5)	(12)
Changements de périmètre	(5)	(23)	18	(10)
Dotations et reprises	(45)	(34)	(32)	(111)
Nouveaux contrats, modifications & autres mouvements liés aux contrats de location	27	5	13	45
31/12/2021	(214)	(105)	(107)	(426)
Écarts de conversion	(1)	1	2	2
Changements de périmètre		2	3	5
Dotations et reprises	(49)	(55)	(44)	(148)
Nouveaux contrats, modifications & autres mouvements liés aux contrats de location	18	14	19	51
31/12/2022	(246)	(143)	(127)	(516)
Valeur nette				
31/12/2020	183	66	162	411
31/12/2021	214	154	164	532
31/12/2022	228	224	180	632

3.2.3 – Immobilisations incorporelles

	Concessions, brevets et autres droits ⁽¹⁾	Autres	Total
Valeur brute			
31/12/2020	194	178	372
Écarts de conversion	5	12	17
Virements de rubriques	9	(9)	
Changements de périmètre	30		30
Investissement de l'exercice	2	7	9
Cessions et réductions	(5)	(3)	(8)
31/12/2021	235	185	420
Écarts de conversion	1	1	2
Virements de rubriques	(4)	8	4
Changements de périmètre	20	14	34
Investissement de l'exercice	2	7	9
Cessions et réductions	(4)	(6)	(10)
31/12/2022	250	209	459
Amortissements et dépréciations			
31/12/2020	(107)	(69)	(176)
Écarts de conversion	(4)	(4)	(8)
Virements de rubriques			
Changements de périmètre	(24)	(1)	(25)
Dotations et reprises	(8)	(10)	(18)
Cessions et réductions	3	2	5
31/12/2021	(140)	(82)	(222)
Écarts de conversion	(1)	(1)	(2)
Virements de rubriques	9	(10)	(1)
Changements de périmètre	1		1
Dotations et reprises	(11)	(12)	(23)
Cessions et réductions	2	5	7
31/12/2022	(140)	(100)	(240)
Valeur nette			
31/12/2020	87	109	196
31/12/2021	95	103	198
31/12/2022	110	109	219

(1) Concessions, brevets et autres droits : il s'agit pour l'essentiel de droits d'exploitation de carrières et, dans une moindre mesure, de brevets et de logiciels.

Conformément aux normes IFRS, les frais de recherche sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

Les frais de développement (y compris les frais de développement de logiciels) sont, pour l'essentiel, pris en charge dans l'exercice car ils ont un caractère permanent et récurrent. Il n'y a pas de projets qui répondent aux conditions d'activation imposées par IAS 38.

3.2.4 – Goodwill

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
31/12/2020	746	(49)	697
Changements de périmètre	213		213
Pertes de valeur			
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	19		19
Cessions et réductions diverses			
31/12/2021	978	(49)	929
Changements de périmètre	7		7
Pertes de valeur			
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	4		4
Cessions et réductions diverses			
31/12/2022	989	(49)	940

Les changements de périmètre correspondent principalement au *Goodwill* affecté à Branscome qui a été repositionné en actifs destinés à être cédés pour - 20 millions d'euros, à l'affectation du prix d'acquisition de Destia pour - 21 millions d'euros et au *goodwill* provisoire de + 46 millions d'euros sur l'acquisition du groupe Hasselmann.

Les autres mouvements correspondent principalement aux variations de change aux États-Unis (+ 5 millions d'euros).

Le *goodwill* définitif au 31 décembre 2022 relatif à l'acquisition de Destia a été déterminé à l'aide d'un évaluateur externe de la manière suivante :

	Destia Oy
Prix d'acquisition : (I)	252
Actifs nets acquis hors goodwill : (II)	(40)
Actif non courant	(71)
Actif courant	(137)
Passif non courant	28
Passif courant	140
Affectation du prix d'acquisition : (III)	(21)
Écarts d'évaluation incorporels (1)	(27)
Autres écarts d'évaluation (Impôts différés et autres)	6
Goodwill (I)+(II)+(III)	191
Écarts de conversion	
GOODWILL AU 31/12/2022	191

(1) La juste valeur des immobilisations incorporelles reconnues chez Destia correspond principalement à de la marque.

Le *goodwill* provisoire au 31 décembre 2022 relatif à l'acquisition du groupe Hasselmann a été déterminé à l'aide d'un évaluateur externe de la manière suivante :

Groupe Hasselmann	
Prix d'acquisition : (I)	71
Actifs nets acquis hors goodwill : (II)	(25)
Actif non courant	(11)
Actif courant	(35)
Passif non courant	8
Passif courant	13
Affectation préliminaire du prix d'acquisition : (III)	
Écarts d'évaluation incorporels	
Autres écarts d'évaluation (Impôts différés et autres)	
Goodwill préliminaire (I)+(II)+(III)	46
Écarts de conversion	
GOODWILL PRÉLIMINAIRE AU 31/12/2022	46

Tests de dépréciation des actifs incorporels à durée de vie indéterminée et des *Goodwill*

Lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié, un test de valeur est réalisé selon la méthode décrite en note 2.7. Ce test est réalisé au moins une fois par an après l'actualisation des budgets et des plans à 3 ans par la Direction. Une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie (UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable.

Les flux de trésorerie utilisés pour les tests de dépréciation tiennent compte, le cas échéant, des impacts financiers liés aux engagements pris par le Groupe dans sa feuille de route adressant les risques climatiques.

Au 31 décembre 2022, le détail des actifs à durée de vie indéterminée et des *goodwill* répartis par UGT et les principales hypothèses utilisées pour les tests de valeurs sont les suivantes :

Unités Génératrices de trésorerie	Goodwill	Actifs incorporels à durée de vie indéterminée	Taux de croissance	Taux d'actualisation	
				H1 ⁽¹⁾	H2 ⁽¹⁾
Route Métropole/DOM-OI/Holding	138	19	2 %	6,90 %	6,47 %
Route EMEA	226	21	2 %	6,90 %	6,47 %
Route États-Unis	77		2 %	6,90 %	6,47 %
Route Canada	144	19	2 %	6,90 %	6,47 %
Route Asie/Pacifique	42		2 %	6,90 %	6,47 %
Ferroviaire	289		2 %	6,90 %	6,47 %
Transport d'eau et d'énergie	24		2 %	6,90 %	6,47 %
TOTAL	940	59			

(1) Selon hypothèses de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) ou 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2).

Pour toutes les UGT testées, les valeurs recouvrables déterminées dans les deux hypothèses de structure d'endettement restent supérieures à la valeur comptable des actifs. Par conséquent, le Groupe n'a pas été conduit à procéder à une dépréciation des valeurs comptables des UGT.

Des analyses de sensibilité du calcul aux hypothèses clés prises individuellement ou en utilisant des scénarios de variations combinées du taux d'actualisation et des flux de trésorerie normatifs, incluant des changements raisonnablement possibles de ces dernières, ont été réalisées pour chacune des UGT.

Variation des hypothèses prises en compte dans les analyses de sensibilité :

- taux d'actualisation : + 100 points de base ;
- taux de croissance : - 200 points de base ;
- flux de trésorerie normatif : - 20 %.

Dans toutes les hypothèses, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable des actifs testés.

La valeur recouvrable des UGT serait égale à la valeur comptable des actifs testés en retenant les deux hypothèses suivantes (H1, H2), prises individuellement, avec les données suivantes :

Unités Génératrices de Trésorerie	Taux d'actualisation	Variation du flux normatif		Taux de croissance à l'infini	
	H1/H2 ⁽¹⁾	H1 ⁽¹⁾	H2 ⁽¹⁾	H1 ⁽¹⁾	H2 ⁽¹⁾
Route Métropole/DOM-OI/Holding	63 %	(104 %)	(104 %)	NS	NS
Route EMEA	17 %	(75 %)	(78 %)	(10 %)	(11 %)
Route États-Unis	17 %	(77 %)	(79 %)	(11 %)	(12 %)
Route Canada	12 %	(58 %)	(62 %)	(4 %)	(5 %)
Route Asie/Pacifique	10 %	(41 %)	(47 %)	(1 %)	(2 %)
Ferroviaire	16 %	(74 %)	(76 %)	(10 %)	(10 %)
Transport d'eau et d'énergie	44 %	(98 %)	(98 %)	(68 %)	(69 %)

(1) Selon hypothèses de structure d'endettement : 1/3 dette – 2/3 fonds propres (H1) ou 2/3 dette – 1/3 fonds propres (H2).

3.2.5 – Coentreprises et entités associées

	Quote-part dans les capitaux propres	Goodwill et écarts d'évaluation	Total valeur brute	Dépréciations et amortissements	Valeur nette
31/12/2020	332	101	433	(38)	395
Quote-part de résultat net de l'exercice	24		24	(2)	22
Écarts de conversion	9		9		9
Changements de périmètre	(8)	(1)	(9)		(9)
Investissements et augmentations diverses	(1)		(1)		(1)
Dividendes distribués	(55)		(55)		(55)
Virements de rubriques et autres mouvements	9		9		9
31/12/2021	310	100	410	(40)	370
Quote-part de résultat net de l'exercice	51		51	(2)	49
Écarts de conversion	3	1	4		4
Changements de périmètre	12		12		12
Investissements et augmentations diverses					
Dividendes distribués	(41)		(41)		(41)
Virements de rubriques et autres mouvements	3		3		3
31/12/2022	338	101	439	(42)	397

Les changements de périmètre concernent principalement l'entrée de la filiale Com'in (10 millions d'euros d'augmentation de capital). Les autres mouvements proviennent principalement des distributions de dividendes de Tipco Asphalt (14 millions d'euros) et de filiales de Colas Canada (7 millions d'euros).

Principales participations	Quote-part dans les capitaux propres		Quote-part dans les résultats	
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
Entités associées				
Tipco Asphalt ⁽¹⁾	137	127	20	20
Mak Mecsek ⁽²⁾	35	35	3	3
Diverses participations	10	13	2	1
Coentreprises				
Al-Futtaim Colas LLC	17	18	1	1
Hincol	18	16	6	5
Colas Contracting Pty Ltd	11	12	(0)	2
Diverses participations ⁽³⁾	110	89	17	(10)
TOTAL	338	310	49	22

(1) La société Tipco Asphalt basée à Bangkok (Thaïlande) exerce une activité de distribution et vente de produits bitumineux dans le sud-est asiatique. Elle est cotée en Bourse au Stock Exchange of Thailand.

(2) La société Mak Mecsek est titulaire pour 30 ans d'un contrat en PPP pour la construction et l'exploitation d'une section neuve de 80 km des autoroutes M 6 (50 km) et M 60 (30 km) dans le sud-ouest de la Hongrie.

(3) Il s'agit principalement de sociétés industrielles (carrières, usines d'émulsions) exploitées en commun avec des partenaires hors Groupe. Individuellement, aucune de ces entités ne présente un caractère significatif.

3.2.6 – Autres actifs financiers non courants

	Participations non consolidées	Autres actifs financiers	Total valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
31/12/2020	29	151	180	(3)	177
Écarts de conversion		4	4		4
Changements de périmètre	1	7	8		8
Investissements et augmentations diverses	5	12	17		17
Dotations, reprises et variations de juste valeur	(1)		(1)	2	1
Cessions et réductions diverses		(55)	(55)		(55)
Virements de rubriques et autres mouvements		(10)	(10)		(10)
31/12/2021	34	109	143	(1)	142
Écarts de conversion	(1)	(2)	(3)		(3)
Changements de périmètre	(7)		(7)		(7)
Investissements et augmentations diverses	2	8	10		10
Dotations, reprises et variations de juste valeur	2		2	(2)	
Cessions et réductions diverses	(4)	(29)	(33)		(33)
Virements de rubriques et autres mouvements		5	5		5
31/12/2022	26	91	117	(3)	114
Dépréciations et amortissements		(3)	(3)		
31/12/2022 NET	26	88	114		

Au 31 décembre 2022, ils incluent :

- les participations non consolidées pour 26 millions d'euros ;
- les autres actifs financiers (prêts, créances, etc.) pour une valeur nette de 88 millions d'euros.

3.2.6.1 – Détail des principales participations non consolidées

	31/12/2022 Net	31/12/2021 Net
Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières	15	15
Sociétés non contrôlées	5	9
Sociétés inactives et en cours de liquidation	3	3
Autres participations	3	7
TOTAL	26	34

3.2.6.2 – Détail des autres actifs financiers

	Brut	Dépréciation	31/12/2022 Net	31/12/2021 Net
Prêts ⁽¹⁾	35	(3)	32	37
Ville de Portsmouth (Grande-Bretagne) ⁽²⁾	34		34	43
Autres créances financières	22		22	28
TOTAL	91	(3)	88	108

(1) Prêts accordés : il s'agit principalement de prêts à 20 ans non rémunérés, accordés dans le cadre de l'obligation légale française d'investissement des employeurs dans la construction. Ces prêts sont comptabilisés pour leur valeur nette actualisée en date d'octroi du prêt.

(2) Créance sur la ville de Portsmouth (Grande-Bretagne) en contrepartie des prestations effectuées dans le cadre du contrat de partenariat public-privé pour la réhabilitation et l'entretien de la voirie urbaine signé en 2004 pour une durée de 25 ans (2004-2029). Cette créance est valorisée en application d'IFRIC 12 (modèle de la créance financière).

3.2.6.3 – Répartition des actifs financiers non courants par nature

	Actifs financiers juste valeur par OCI	Actifs financiers juste valeur par le compte de résultat	Actifs financiers au coût amorti	Prêts et créances au coût amorti	Total
31/12/2021		34		108	142
Flux 2022		(8)		(20)	(28)
31/12/2022		26		88	114

NOTE 4 – ACTIF COURANT

4.1 – STOCKS, CRÉANCES COURANTES ET PAIEMENTS D'AVANCE

	31/12/2022			31/12/2021		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks ⁽¹⁾	948	(80)	868	798	(70)	728
Avances et acomptes versés sur commandes	71		71	46		46
Créances clients ⁽²⁾	2 848	(120)	2 728	2 603	(115)	2 488
Actifs sur contrats clients	923		923	774		774
Actifs d'impôt courants	47		47	28		28
Personnel, organismes sociaux, État	321		321	307		307
Créances sur sociétés apparentées (coentreprises, entités associées, participations non consolidées) et créances diverses	358	(21)	337	324	(21)	303
Actifs sur fonds de pensions	46		46	21		21
Paievements d'avance	80		80	70		70
Autres créances	805	(21)	784	722	(21)	701

(1) Les stocks sont composés de stocks de bitume, d'agréats, de matières premières et autres approvisionnements.

(2) L'antériorité des créances clients est la suivante :

	Encours		Encours échus		Total
	Créances non échues	Moins de 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus d'un 1 an	
Créances client (brut)	1 725	763	116	244	2 848
Dépréciations	(5)	(3)	(9)	(103)	(120)
CRÉANCES CLIENTS AU 31/12/2022 (NET)	1 720	760	107	141	2 728
Rappel au 31/12/2021 (net)	1 568	668	104	148	2 488

L'analyse des créances échues de plus de douze mois non dépréciées n'a pas révélé de risque de crédit complémentaire.

4.2 – ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS

	Flux 2022				Échéances	
	31/12/2021	Écart de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	31/12/2022	
						< 1 an
						> 1 an
Écarts liés à l'avancement des contrats (factures à établir sur contrats de construction)	774	(7)	(1)	157	923	923
TOTAL DES ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS	774	(7)	(1)	157	923	923

4.3 - TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31/12/2022			31/12/2021		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Disponibilités	464		464	545		545
Équivalents de trésorerie	7		7	2		2
TOTAL	471		471	547		547

Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères de premier rang.

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont valorisés à la juste valeur et peuvent être facilement convertis en numéraire.

L'intégralité des placements de trésorerie et d'équivalents de trésorerie comprend les éléments suivants par devise au 31 décembre :

	Euro ⁽¹⁾	USD ⁽¹⁾	CAD ⁽¹⁾	GBP ⁽¹⁾	AUD ⁽¹⁾	Autres ^{(1) (2)}	Total
Disponibilités	144	6	66	55	14	179	464
Équivalents de trésorerie						7	7
TOTAL	144	6	66	55	14	186	471
Rappel au 31/12/2021 (net)	210	73	15	78	23	148	547

(1) Contrevaleur en euros.

(2) Au 31 décembre 2022, les autres devises comprennent principalement la Livre Egyptienne, le Peso philippin, le Dirham marocain, l'Ariary malgache et le Zloty polonais pour 96 millions d'euros au total.

4.4 - ANALYSE DES AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS D'ACTIF, PROVISIONS AU PASSIF

	31/12/2021	Écarts de conversion	Changement de périmètre	Dotations et reprises en résultat opérationnel courant				Reprises sur cessions et autres mouvements ⁽¹⁾	31/12/2022
				Amortissements et dépréciations ⁽¹⁾	Autres dépréciations et provisions nettes	Reprises non utilisées	Autres dépréciations et autres provisions ⁽¹⁾		
Immobilisations corporelles et incorporelles	(5 603)	(38)	57	(392)				276	(5 700)
Droits d'utilisations des actifs loués	(426)	2	5	(148)				51	(516)
Goodwill	(49)								(49)
Autres actifs financiers non courants	(41)				(4)				(45)
Sous-total non courant	(6 119)	(36)	62	(540)	(4)			327	(6 310)
Stocks	(70)				(14)	4			(80)
Créances clients et comptes rattachés	(115)		(7)		(7)	9			(120)
Valeurs mobilières de placement									0
Autres créances courantes	(21)				3		(3)		(21)
Sous-total courant	(206)		(7)		(18)	13	(3)		(221)
TOTAL ACTIF	(6 325)	(36)	55	(540)	(22)	13	(3)	327	(6 531)
Provisions non courantes	(845)	3	1		(36)	83		116	(678)
Provisions courantes	(424)		4		(49)	74		(16)	(411)
TOTAL PASSIF	(1 269)	3	5		(85)	157		100	(1 089)
TOTAL GÉNÉRAL	(7 594)	(33)	60	(540)	(107)	170	(3)	427	(7 620)

(1) Concerne les amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles, et sur droits d'utilisation des actifs loués.

(2) Enregistrées en « Autres produits et charges opérationnels » ou « Autres produits et charges financiers ».

(3) Principalement réduction des amortissements à la suite de cessions ou mises au rebut de matériels.

NOTE 5 - INFORMATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social de Colas au 31 décembre 2022 est de 48 981 748,50 euros.

Il est constitué de 32 654 499 actions de 1,50 euro de nominal, ayant toutes les mêmes droits (toutefois, les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans entre les mains d'un même actionnaire confèrent un droit de vote double).

Le capital social n'a pas varié depuis le 1^{er} janvier 2022.

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

	Nombre de titres	% d'intérêt
Société Bouygues SA	31 612 111	96,81 %
Autres actionnaires	1 042 388	3,19 %
TOTAL	32 654 499	100 %

ACTIONS PROPRES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2022

La société Colas détient 12 947 actions propres pour un montant de 1 651 704,49 euros au 31 décembre 2022.

OPTION DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS EN COURS DE VALIDITÉ

Néant.

RÉSERVE DE CONVERSION

Les principales réserves de conversion au 31 décembre 2022, déterminées sur les états financiers exprimés en devises des sociétés étrangères consolidées (filiales contrôlées et mises en équivalence), sont présentées ci-après.

	31/12/2021	Flux 2022	31/12/2022
États-Unis	50	29	79
Canada	22	(7)	15
Grande-Bretagne	(9)	(10)	(19)
Slovaquie	12	(0)	12
République tchèque	9	2	11
Australie	(6)	(1)	(7)
Autres pays	(18)	1	(17)
TOTAL RÉSERVE DE CONVERSION	60	14	74

NOTE 6 – PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

6.1 – PROVISIONS NON COURANTES

	Avantages du personnel ^(a)	Litiges, contentieux, réclamations, travaux ^(b)	Garanties données ^(c)	Remise en état des sites	Autres provisions non courantes ^(d)	Total
31/12/2020 retraité ⁽¹⁾	402	193	69	195	53	912
Écarts de conversion	8	1		4	1	14
Changements de périmètre	6		2	9		17
Dotations	24	31	23	19	27	124
Reprises sur provisions utilisées	(22)	(26)	(13)	(28)	(7)	(96)
Reprises sur provisions non utilisées	(12)	(35)	(6)	(9)	(7)	(69)
Gains et pertes actuariels	(52)					(52)
Virements de rubriques et autres mouvements	(4)	(7)	3		3	(5)
31/12/2021	350	157	78	190	70	845
Écarts de conversion	(1)	0	(2)			(3)
Changements de périmètre	0	(1)	(1)	1		(1)
Dotations	25	25	17	15	17	99
Reprises sur provisions utilisées	(18)	(11)	(10)	(19)	(5)	(63)
Reprises sur provisions non utilisées	(15)	(29)	(8)	(8)	(23)	(83)
Gains et pertes actuariels	(135)					(135)
Virements de rubriques et autres mouvements	21	1	(3)			19
31/12/2022	227	142	71	179	59	678

(1) Les provisions non courantes au 31 décembre 2020 ont été retraitées des effets de l'application des conclusions de l'IFRIC IC relatives à la norme IAS19.

Détail des principales provisions :

(a) Avantages du personnel :	227
Indemnités de fin de carrière (IFC)	155
Médailles du travail	62
Pensions	10
(b) Litiges, contentieux, réclamations, travaux :	142
Litiges clients	25
Litiges organismes sociaux	65
Litiges personnel	21
Litiges sous-traitants	10
Litiges administration fiscale	6
Litiges autres administrations	1
Autres litiges	14
(c) Garanties données :	71
Provisions garanties décennales	42
Provisions garanties complémentaires	
bâtiment génie civil/travaux publics	25
Litiges personnel	4
(d) Autres provisions non courantes :	59
Provisions risques sociétés non contrôlées	21
Provisions risques divers étranger	2
Autres provisions non courantes	36

Les provisions pour avantages au personnel ont fait l'objet d'une mise à jour de leurs hypothèses de calcul (voir note 20.3.3 de l'annexe).

L'impact de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé, pour les indemnités de fin de carrière et les pensions, en produits et charges comptabilisés, et pour les récompenses d'ancienneté, en résultat (charges de personnel).

6.2 - PROVISIONS COURANTES

Provisions liées à l'exploitation	Provisions garanties données aux clients	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers ^(a)	Provisions pour pertes à terminaison chantiers ^(a)	Remise en état des sites	Autres provisions courantes ^(b)	Total
31/12/2020	42	85	172	11	87	397
Écarts de conversion	1	1	1		4	7
Changements de périmètre				2	4	6
Dotations	14	36	144	13	35	242
Reprises sur provisions utilisées	(5)	(15)	(82)	(1)	(46)	(149)
Reprises sur provisions non utilisées	(9)	(18)	(43)		(9)	(79)
Virements de rubriques et autres mouvements	(4)	(10)	2	2	10	
31/12/2021	39	79	194	27	85	424
Écarts de conversion	(1)	(1)	1		1	0
Changements de périmètre	0	0	(3)		(1)	(4)
Dotations	17	35	132	2	34	220
Reprises sur provisions utilisées	(5)	(23)	(102)	(8)	(33)	(171)
Reprises sur provisions non utilisées	(12)	(20)	(36)	(1)	(5)	(74)
Virements de rubriques et autres mouvements	5	6	2	2	1	16
31/12/2022	43	76	188	22	82	411

(a) L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci.

(b) **Autres provisions courantes :** **82**
Provisions franchises accidents 34
Provisions charges coût licenciement 6
Provisions pour restructuration 2
Autres provisions courantes 41

NOTE 7 - ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

	Actifs d'impôts différés	Passifs d'impôts différés	Position nette d'impôts différés
31/12/2020 retraité	142	(100)	42
Écarts de conversion	3	(8)	(5)
Changements de périmètre	6	(4)	2
Variations comptabilisées en résultat	2		2
Autres variations	(12)	(1)	(13)
31/12/2021	141	(113)	28
Écarts de conversion		(1)	(1)
Changements de périmètre		(5)	(5)
Variations comptabilisées en résultat	17	(10)	7
Autres variations ⁽¹⁾	(17)	(15)	(32)
31/12/2022	141	(144)	(3)

(1) Les autres variations concernent notamment les impôts différés comptabilisés en capitaux propres pour un impact net négatif de 31 millions d'euros (principalement sur gains et pertes actuariels sur avantages du personnel) reconnu dans l'état consolidé des produits et charges comptabilisés.

Le montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés du fait d'une récupération jugée peu probable s'élève à 224 millions d'euros au 31 décembre 2022 (209 millions d'euros au 31 décembre 2021).

Le délai de récupération des impôts différés actif est essentiellement à plus de 2 ans.

Les passifs d'impôts différés proviennent pour l'essentiel des décalages fiscaux temporaires (écarts d'évaluation, écarts entre amortissements comptables et fiscaux le cas échéant...).

PRINCIPALES SOURCES D'IMPÔTS DIFFÉRÉS PAR NATURE

	31/12/2022	31/12/2021
Provisions pour avantages au personnel	23	56
Déficits fiscaux	33	25
Immobilisations (IFRS16, écarts d'évaluation, provisions réglementées)	(101)	(83)
Autres différences temporaires	41	30
ACTIF (PASSIF) NET D'IMPÔTS DIFFÉRÉS	(3)	28

Les impôts différés passifs sur immobilisations comprennent - 11 M€ relatifs aux provisions réglementées des filiales françaises intégrées fiscalement (contre - 8 M€ en 2021).

NOTE 8 - DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES

8.1 - RÉPARTITION DES EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊT PAR ÉCHÉANCE

31/12/2022	Échéances à plus d'un an						Total à plus d'un an 31/12/2022
	Échéances à moins d'un an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Établissements de crédit	29	44	69	14	25	13	165
Emprunts et dettes financières divers	11	3	3	3	7		16
Sous-total	40	47	72	17	32	13	181
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ⁽¹⁾	548						
TOTAL	588	47	72	17	32	13	181

(1) Dont compte courant avec la centrale de trésorerie du groupe Bouygues : 391 M€.

31/12/2021	Échéances à plus d'un an						Total à plus d'un an 31/12/2021
	Échéances à moins d'un an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Établissements de crédit	22	70	14	31	12	22	149
Emprunts et dettes financières divers	7	2	2	2	2	11	19
Sous-total	29	72	16	33	14	33	168
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ⁽¹⁾	383						
TOTAL	412	72	16	33	14	33	168

(1) Dont compte courant avec la centrale de trésorerie du groupe Bouygues : 234 M€.

8.2 - LIGNES DE CRÉDIT CONFIRMÉES ET UTILISÉES

Au 31 décembre 2021, le montant des lignes confirmées s'élevait à 2 629 millions d'euros, dont 197 millions d'euros concernaient des lignes utilisées. Au 31 décembre 2022, le détail des lignes de crédit confirmées et utilisées est le suivant :

	Lignes confirmées – Échéances				Lignes utilisées – Échéances			
	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Lignes de crédit	40	2 239	313	2 592	40	168	13	221

Le montant des lignes bancaires confirmées et non utilisées s'élève à 2 371 millions d'euros au 31 décembre 2022.

8.3 – LIQUIDITÉS AU 31 DÉCEMBRE 2022

Au 31 décembre 2022, la trésorerie nette disponible du Groupe s'élève à - 77 millions d'euros, compensée par 2 371 millions d'euros de lignes de financement moyen terme à plus d'un an confirmées et non utilisées à cette date (contre 2 294 millions d'euros au 31 décembre 2021).

Les crédits bancaires confirmés contractés par les sociétés contrôlées par Colas ne comportent pas de clause financière significative susceptible d'entraîner leur exigibilité ou leur remboursement anticipé.

8.4 – RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE COURANTE ET NON COURANTE SELON LA NATURE DE TAUX

La part de la dette financière courante et non courante à taux fixe après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la date de clôture de l'exercice et hors concours bancaires courants est de 50 % (51 % en 2021).

Les dettes à taux variables non adossées à un swap de taux d'intérêt se répartissent par échéance de la manière suivante :

	Échéances						Total
	Moins d'un an ⁽¹⁾	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	
	2023	2024	2025	2026	2027	2028 et +	
Dettes financières à taux variables	40	15	30	4	18	4	111

(1) Les dettes à taux fixes à moins d'un an sont considérées comme des dettes à taux variable.

8.5 – RISQUE DE TAUX

Au 31 décembre 2022, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par nature de taux est la suivante :

	Taux variables	Taux fixes	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	471		471
Emprunts ^{(1) (2)}	(194)	(20)	(215)
Concours bancaires courants	(547)		(547)
Position nette avant gestion	(271)	(20)	(291)
Couverture de taux ⁽²⁾	232	(232)	
Position nette après gestion	(39)	(252)	(291)
Correctif lié à la saisonnalité de l'activité ⁽³⁾	(679)		(679)
POSITION APRÈS GESTION ET CORRECTIF	(718)	(252)	(970)

(1) Incluant la juste valeur de swaps de taux comptabilisée au bilan en « Instruments financiers – Couverture des dettes financières » pour un montant net de 6 millions d'euros.

(2) La part à moins d'un an des dettes à taux fixes et des dettes à taux variables adossées à un swap de taux est considérée comme étant à taux variable.

(3) L'activité et la trésorerie liée à l'activité sont soumises à de fortes variations saisonnières. Ce correctif permet d'estimer la trésorerie ou l'endettement moyen sur l'année qui sert de base au calcul de sensibilité des frais financiers à la variation des taux d'intérêt. Il correspond à la différence entre l'endettement net financier moyen de l'année (calculé sur la base de la moyenne des endettements financiers moyens mensuels) et la position nette comptable à fin décembre.

Une hausse instantanée de 1 % des taux d'intérêt à court terme sur la position nette après gestion ci-avant engendrerait une augmentation du coût de l'endettement financier net de 7 millions d'euros.

8.6 – RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE COURANTE ET NON COURANTE PAR DEVISES

	Euro	USD ⁽¹⁾	CAD ⁽¹⁾	GBP ⁽¹⁾	AUD ⁽¹⁾	Autres ⁽¹⁾	Total
Dettes financières au 31/12/2022							
Non courante	28	30		47	22	54	181
Courante	229	32	189	18	43	77	588
Dettes financières au 31/12/2021							
Non courante	28	15		55	29	41	168
Courante	174	5	132	13	41	47	412

(1) Contrevaleur en euros.

NOTE 9 – PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

9.1 – VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	31/12/2021	Écarts de conversion	Change-ments de périmètre	Flux de trésorerie	Variations des justes valeurs	Autres mouvements	31/12/2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie	547	(14)	4	(66)			471
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(383)	2		(168)		1	(548)
Trésorerie nette (A)	164	(12) ⁽¹⁾	4 ⁽¹⁾	(234) ⁽¹⁾	0	1	(77)
Dettes financières non courantes	168	0	2	17 ⁽²⁾		(6)	181
Dettes financières courantes	29	(1)	1	6 ⁽²⁾		5	40
Instruments financiers nets					(6)		(6)
Endettement financier brut (B)	197	(1)	3	23	(6)	(1)	215
ENDETTEMENT FINANCIER NET (A) – (B)	(33)	(11)	1	(257)	6	2	(292)

(1) Baisse de la trésorerie nette de 242 millions d'euros analysée dans l'état consolidé des flux de trésorerie.

(2) Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement de 23 millions d'euros analysé dans l'état consolidé des flux de trésorerie se décomposant en une augmentation de 1 350 millions d'euros et une diminution de 1 327 millions d'euros.

9.2 – PRINCIPALES VARIATIONS DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET AU COURS DE L'EXERCICE 2022

	31/12/2022	31/12/2021
Endettement net au début de l'exercice	(33)	(7)
Trésorerie provenant de l'activité	431	599
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(240)	(378)
Charge d'intérêts sur dettes financières et obligations locatives	(66)	(37)
Dividendes versés	(228)	(96)
Retraitement du remboursement des obligations locatives	(151)	(110)
Autres (Effet des variations de change, périmètre et divers)	(5)	(4)
EXCÉDENT (ENDETTEMENT) FINANCIER NET À LA FIN DE L'EXERCICE	(292)	(33)

NOTE 10 – OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES

10.1 – RÉPARTITION DES OBLIGATIONS LOCATIVES PAR ÉCHÉANCES

	Obligations locatives courantes	Obligations locatives non courantes						
	Échéance à moins d'un an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et plus	Total échéance à plus d'un an
31/12/2022	143	135	113	90	69	47	83	537
31/12/2021	129	106	91	74	55	40	61	427

10.2 – VARIATION DES OBLIGATIONS LOCATIVES

	31/12/2021	Écarts de conversion	Changements de périmètre	Flux de Trésorerie	Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	31/12/2022
Obligations locatives non courantes	427	(1)	(27)		138	537
Obligations locatives courantes	129	(1)	25	(151)	141	143
TOTAL OBLIGATIONS LOCATIVES	556	(2)	(2)	(151)	279	680

NOTE 11 – PASSIFS COURANTS**11.1 – PASSIFS COURANTS**

	31/12/2022	31/12/2021
Dettes financières courantes ⁽¹⁾	40	29
Obligations locatives courantes	143	129
Passifs d'impôt courants	117	108
Fournisseurs et comptes rattachés	2 268	2 153
Passifs sur contrats clients ⁽²⁾	1 032	841
Provisions courantes ⁽³⁾	411	424
Autres passifs courants, comptes de régularisation et assimilés :	1 459	1 403
<i>dont Personnel, organismes sociaux, État</i>	<i>1 019</i>	<i>968</i>
<i>dont Autres dettes non financières</i>	<i>440</i>	<i>435</i>
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	548	383
Instruments financiers – Couverture des dettes financières	2	9
Autres passifs financiers courants	5	1
TOTAL	6 025	5 480

(1) Cf. analyse en note 8 de l'annexe.

(2) Cf. analyse ci-après.

(3) Cf. analyse en note 6.2 de l'annexe.

11.2 – PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS

	31/12/2021	Écart de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	31/12/2022
Avances et acomptes reçus sur commandes	336	(15)		146	467
Écarts liés à l'avancement des contrats ⁽¹⁾	505	3	(23)	80	565
TOTAL DES PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS	841	(12)	(23)	226	1 032

(1) Principalement composés des produits constatés d'avance sur des contrats de construction.

NOTE 12 – CHIFFRE D'AFFAIRES ET CARNET DE COMMANDES**12.1 – VENTILATION PAR NATURE DE PRODUITS**

	2022	2021
Ventes de biens	3 244	2 606
Prestations de service	630	234
Contrats de construction	11 655	10 386
CHIFFRE D'AFFAIRES	15 529	13 226

Le chiffre d'affaires reconnu avec réalisation de performance dans l'année précédente est non significatif.

12.2 – CARNET DE COMMANDES

Le carnet de commandes représente le volume d'activité traitée restant à réaliser pour les opérations ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur (après l'obtention de l'ordre de service et la levée des conditions suspensives).

Au 31 décembre 2022, il s'établit à 11 718 millions d'euros.

	31/12/2021	Écarts de conversion	Changements de périmètre	Autres variations liées à l'activité	31/12/2022
CARNET DE COMMANDES	10 726	264	(27)	755	11 718
dont maturité inférieure à 1 an	6 356				6 877
dont maturité comprise entre 1 et 5 ans	3 411				4 015
dont maturité supérieure à 5 ans	959				825

NOTE 13 - RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

La répartition par secteurs opérationnels du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel est présentée en note 17 de l'annexe.

Le résultat opérationnel courant de l'exercice 2022 intègre une charge de loyers d'environ 801 millions d'euros relative aux contrats de location exemptés de l'application de la norme IFRS 16. À fin 2022, le montant concerne principalement des charges de loyers liés aux contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur à neuf.

13.1 - DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

	2022	2021
Bénéfices attribués et pertes transférées sur opérations faites en commun	50	46
Produits sur cessions d'actifs	241	148
Reprises de provisions et dépréciations non utilisées	170	164
Autres produits opérationnels ⁽¹⁾	454	463
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	915	821
Pertes attribuées et bénéfices transférés sur opérations faites en commun	(26)	(29)
Valeurs nettes des actifs cédés	(59)	(69)
Autres charges opérationnelles	(154)	(114)
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	(239)	(212)

(1) Principalement refacturations de charges aux associés de sociétés en participation et de GIE.

13.2 - DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

	2022	2021
Résultat opérationnel courant	460	440
Autres produits opérationnels		
Autres charges opérationnelles		(10)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	460	430

En 2021, il s'agissait principalement de frais accessoires liés à l'acquisition de Destia, ainsi que des coûts additionnels de démantèlement du site de Dunkerque.

NOTE 14 - COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS**14.1 - ANALYSE DU COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET**

	2022	2021
Produits d'intérêts liés à la trésorerie	11	9
Produits des placements	1	
Produits financiers	12	9
Charges d'intérêts liées à la trésorerie	(21)	(12)
Charges d'intérêts sur dettes financières	(38)	(19)
Charges financières	(59)	(31)
Coût de l'endettement financier net	(47)	(22)

14.2 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	2022	2021
Dividendes reçus de participations non consolidées	2	1
Reprises sur provisions financières		6
Produits de cessions sur actifs financiers	2	1
Autres produits	8	4
Autres produits financiers	12	12
Dotations aux provisions financières	(3)	(2)
Valeur nette comptable des actifs financiers cédés	(4)	(1)
Autres charges	(6)	(13)
Autres charges financières	(13)	(16)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(1)	(4)

NOTE 15 - IMPÔT**15.1 - ANALYSE DE LA CHARGE NETTE D'IMPÔT**

	2022	2021
Impositions exigibles	(127)	(137)
Impositions différées	7	2
Rappels, dégrèvements d'impôts et autres impôts non liés au résultat	(16)	(6)
Impôts sur distribution	(6)	(7)
CHARGE NETTE D'IMPÔT	(142)	(148)

15.2 - RAPPROCHEMENT ENTRE CHARGE THÉORIQUE D'IMPÔT ET CHARGE D'IMPÔT COMPTABILISÉE (PREUVE D'IMPÔT)

Les différences constatées entre le taux d'impôt théorique (taux applicable à la société Colas, société mère du Groupe, soit 25,83 % en 2022 et 28,41 % en 2021), et le taux effectif d'impôt de l'exercice sont les suivantes :

	2022	2021
Résultat net (100 %)	300	263
Neutralisation		
Impôt	142	148
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	(49)	(22)
Résultat des activités poursuivies avant impôts	393	389
Taux théorique d'impôt de l'exercice en France	25,8 %	28,4 %
Effet des différences permanentes	(0,2 %)	3,7 %
Actifs d'impôts différés non comptabilisés	7,8 %	8,6 %
Impôts forfaitaires, de distribution et crédits d'impôts	5,7 %	3,2 %
Écarts de taux d'impôt, impositions étrangères	(2,9 %)	(6,0 %)
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	36,2 %	37,9 %

NOTE 16 - RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice (à l'exclusion des actions propres détenues).

	2022	2021
Résultat net part du Groupe (en euros)	301 094 599	261 305 686
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE PAR ACTION (en euros)	9,22 €	8,01 €
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DILUÉ PAR ACTION (en euros)	9,22 €	8,01 €

	2022	2021
Montant du dividende (en millions d'euros)		
Acompte sur dividende	-	-
Solde du dividende	240	224
DIVIDENDE NET GLOBAL	240	224

	2022	2021
Dividende par action (en euros)		
Acompte sur dividende	-	-
Solde du dividende	7,35 €	6,85 €
DIVIDENDE NET GLOBAL PAR ACTION	7,35 €	6,85 €

Le dividende global qui sera distribué au titre de l'exercice 2022 sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires du 25 avril 2023.

NOTE 17 – INFORMATION SECTORIELLE ET AUTRES INDICATEURS FINANCIERS

La norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » impose que les secteurs opérationnels soient identifiés sur la base du reporting interne de l'entreprise examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluation des performances.

Détermination des secteurs opérationnels

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la définition des secteurs opérationnels du Groupe est la suivante :

- **Route France/DOM-OI** regroupe les activités routières et les activités de Sécurité Signalisation en France métropolitaine, dans les départements d'Outre-Mer et dans l'Océan Indien ;
- **Route EMEA** regroupe les activités routières en Europe (hors France), au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine ;
- **Route États-Unis** regroupe les activités routières aux États-Unis ;
- **Route Canada** regroupe les activités routières au Canada ;
- **Route Asie/Pacifique** regroupe les activités routières en Asie et en Océanie ;
- **Ferroviaire et autres activités** regroupe les activités ferroviaires et de transport d'eau et d'énergie en France et à l'international ;
- **Siège** regroupe les activités du siège social de Colas.

Les données des secteurs opérationnels suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Répartition du chiffre d'affaires par nature de marchés

	Routes	Ferroviaire et autres activités	Total
États, entreprises publiques et collectivités locales	54 %	75 %	56 %
Entreprises privées et particuliers	46 %	25 %	44 %

Aucun client pris individuellement ne dépasse 10 % du chiffre d'affaires.

17.1 - ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITÉ

Compte de résultat par secteurs opérationnels

	Route France/ DOM-OI	Route EMEA	Route États-Unis	Route Canada	Route Asie/ Pacifique	Ferroviaire et autres activités	Siège	Total Groupe retraité
Exercice 2021								
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 688	2 267	1 687	1 937	339	1 302	6	13 226
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT DES ACTIVITÉS	240	10	50	114	(1)	12	22	447
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles reconnues lors des acquisitions (PPA)				(7)				(7)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	240	10	50	107	(1)	12	22	440
Autres produits et charges opérationnels	1						(11)	(10)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	241	10	50	107	(1)	12	11	430
Coût de l'endettement financier net	(1)	(5)	(3)	(8)	(1)	(4)		(22)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(5)	(1)	(3)	(2)	(1)	(2)	(1)	(15)
Autres produits et charges financiers	(2)	2				(2)	(2)	(4)
Impôt	(70)	(18)	(10)	(32)		(5)	(13)	(148)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	9	(3)		(14)	30			22
RÉSULTAT NET	172	(15)	34	51	27	(1)	(5)	263
Exercice 2022								
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 939	3 245	2 210	2 347	434	1 346	8	15 529
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT DES ACTIVITÉS	244	6	1	99	25	24	69	468
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles reconnues lors des acquisitions (PPA)		(1)		(7)				(8)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	244	5	1	92	25	24	69	460
Autres produits et charges opérationnels								0
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	244	5	1	92	25	24	69	460
Coût de l'endettement financier net	1	(14)	(7)	(15)	(3)	(4)	(5)	(47)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(6)	(3)	(3)	(3)	(1)	(2)	(1)	(19)
Autres produits et charges financiers		(1)						(1)
Impôt	(63)	(22)	1	(33)	(7)	(7)	(11)	(142)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	10	3	1	10	28	(1)	(2)	49
RÉSULTAT NET	186	(32)	(7)	51	42	10	50	300

Actifs et passifs par secteurs opérationnels

	Route Métropole/ DOM – OI	Route EMEA	Route États-Unis	Route Canada	Route Asie/ Pacifique	Ferroviaire et autres activités	Holding	Total Groupe retraité
31 décembre 2021								
Actifs non courants	1 160	940	530	904	337	548	268	4 687
Actifs courants	2 048	1 346	395	590	121	678	146	5 324
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des actifs	3 208	2 286	925	1 494	458	1 226	414	10 011
Passifs non courants	578	275	105	167	55	245	128	1 553
Passifs courants	1 799	1 305	310	585	121	601	759	5 480
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des passifs	2 377	1 580	415	752	176	846	887	7 033
ACTIF NET	831	706	510	742	282	380	(473)	2 978
ACQUISITIONS NETTES DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES								
	(93)	(56)	(41)	(50)	(13)	(7)	26	(234)
31 décembre 2022								
Actifs non courants	1 188	936	549	929	382	557	261	4 802
Actifs courants	2 170	1 633	395	733	152	846	96	6 025
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	0	0	92	0	0	0	0	92
Total des actifs	3 358	2 569	1 036	1 662	534	1 403	357	10 919
Passifs non courants	583	312	113	187	68	156	121	1 540
Passifs courants	1 908	1 527	369	748	159	802	630	6 143
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	0	0	44	0	0	0	0	44
Total des passifs	2 491	1 839	526	935	227	958	751	7 727
ACTIF NET	867	730	510	727	307	445	(394)	3 192
ACQUISITIONS NETTES DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES								
	(89)	(40)	(49)	(58)	15	(20)	63	(178)

17.2 – CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES

	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Reste du monde	Total Groupe
Exercice 2021					
Routes	5 504	1 935	3 623	856	11 918
Ferroviaire et autres activités	542	641	24	95	1 302
Holding	5			1	6
TOTAL	6 051	2 576	3 647	952	13 226
Exercice 2022					
Routes	5 734	2 817	4 556	1 068	14 175
Ferroviaire et autres activités	501	668	37	139	1 346
Holding	6	0	0	2	8
TOTAL	6 241	3 486	4 593	1 210	15 529

17.3 - AUTRES INDICATEURS

	2022	2021
Résultat opérationnel courant	460	440
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(19)	(15)
Résultat opérationnel courant ajusté	441	425
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations		
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	392	398
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	121	169
Retraitement des autres produits d'exploitation		
Reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres	(170)	(164)
EBITDA APRÈS LOYER	784	828

	2022	2021
CAF après coût de l'endettement financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés (i)	616	702
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (ii)	(178)	(234)
Remboursement des obligations locatives (iii)	(151)	(110)
CASH-FLOW LIBRE (IV) = (I)+(II)+(III)	287	358

NOTE 18 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent la somme des encours notionnels au 31 décembre 2022 de chaque catégorie d'instruments de couverture utilisée, avec répartition par échéance finale pour les opérations de taux et par devise pour les opérations de change.

Toutes les opérations en portefeuille sont réalisées à des fins de couverture.

18.1 - COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX

	Échéances			Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
	Moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans		
Swaps de taux					
Sur actifs financiers	-	-	-	-	-
Sur passifs financiers	23	231	94	348	142

	Échéances			Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
	Moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans		
Options de taux					
Sur actifs financiers	-	-	-	-	-
Sur passifs financiers	-	-	-	-	-

Afin de garantir à la ville de Portsmouth (GB) une redevance mensuelle forfaitaire fixe sur les 25 années du contrat de réhabilitation et d'entretien de sa voirie, un *swap* de taux, à échéance janvier 2028, a été mis en place.

Ce *swap* est receveur de taux variable, payeur de taux fixe. Son montant nominal suit parfaitement le profil de tirage puis d'amortissement du financement sans recours de ce contrat, de manière à adosser le coût fixe de la dette à la redevance forfaitaire perçue. Au 31 décembre 2022, le montant du notionnel de ce *swap* est de 33,65 millions d'euros (29,85 millions de GBP).

Une partie de la couverture de taux contractée par le groupe Colas est constituée de swaps cycliques payeurs de taux fixe servant à couvrir le profil saisonnier de son endettement. Le montant des swaps est en moyenne de 224 millions d'euros sur toute la vie de ces instruments (200 millions d'euros de notionnel au 31/12/2022) et leur échéance est le 01/10/2024.

18.2 – COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE

	Contre-valeur en millions d'euros				31/12/2022	31/12/2021
	HUF	GBP	USD	Autres		
Achats à terme	50	96	113	57	316	336
Ventes à terme	2	37	13	39	91	87

18.3 – COUVERTURE DU RISQUE DE MATIÈRES PREMIÈRES

	31/12/2022	31/12/2021
Achats à terme	7	3
Ventes à terme	0	0

18.4 – AUTRES COUVERTURES

	31/12/2022	31/12/2021
Cross-currency swap	22	18

Un *cross-currency swap* a été mis en place en 2020 afin d'assurer une couverture de change et de taux sur la dette financière de Colvias Chile.

18.5 – VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Les calculs de valorisation du portefeuille ont été effectués par un prestataire indépendant, selon les usages en vigueur sur les marchés.

Au 31 décembre 2022, la valeur de marché (*Net Present Value*) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est positive à hauteur de 7 millions d'euros, y compris intérêts courus non échus (ICNE). Ce montant est pour l'essentiel la résultante de la valeur actuelle nette de swaps de taux permettant de couvrir une partie des dettes du Groupe, et provient pour - 3 millions d'euros d'opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture en juste valeur et pour + 9 millions d'euros d'opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie. La valeur de marché des autres opérations (s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture d'investissement net à l'étranger, ou ne s'inscrivant pas dans le cadre d'une relation de couverture) est de + 1 million d'euros à la clôture.

L'impact de la valeur de marché du *swap* de taux mis en place pour le contrat avec la ville de Portsmouth, soit - 1 million d'euros (y compris ICNE), est intégralement compensé par la valeur de marché du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par le client, soit + 1 million d'euros.

Ainsi, le total de la valorisation du portefeuille d'instruments financiers, net de la valorisation du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par la ville de Portsmouth, est de + 8 millions d'euros (y compris ICNE), et se décompose de la manière suivante au bilan consolidé :

	2022	2021
Instruments financiers – Couverture des dettes financières	8	9
Autres actifs financiers courants	7	3
Total instruments financiers inscrit à l'actif (A)	15	12
Instruments financiers – Couverture des dettes financières	2	9
Autres passifs financiers courants	5	1
Total des instruments financiers inscrits au passif (B)	7	10
VALEUR NETTE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (A)-(B)	8	2

En cas de translation de la courbe des taux de + 1 % (et respectivement de - 1 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture passerait de 7 à 13 millions d'euros (et respectivement à 3 millions d'euros), y compris ICNE.

En cas d'évolution uniforme défavorable de l'euro de 1 % par rapport à toutes les autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture passerait de 7 à 9 millions d'euros (y compris ICNE).

En cas d'évolution uniforme défavorable de 1 % du prix des matières premières, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers resterait à 7 millions d'euros (y compris ICNE).

NOTE 19 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cette note complète les informations communiquées en notes 3, 4 et 8 de l'annexe.

La présentation des engagements ci-dessous n'omet pas d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

ENGAGEMENTS DE GARANTIE ET ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS

Échéances	Moins d'un an	De un à cinq ans	Cinq ans	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
Engagements donnés					
Avals et cautions	255	41	2	298	296
Engagements contractuels divers ^{(1) (2)}	111	39	81	231	245
Engagements reçus					
Obligations contractuelles				-	-
Sûretés réelles données					
Hypothèques ou nantissements	11	35	11	57	61

(1) En 2020, la société Continental Bitumen Ltd., filiale de la société Colas, a commandé la construction de deux bitumiers. À fin décembre 2022, l'engagement d'investissement porté par ses filiales est de l'ordre de 49 millions de dollars (46 millions d'euros), hors frais annexes. Au cours du deuxième trimestre 2021, la société McAsphalt Marine Transportation Ltd., filiale de la société Colas, a commandé la construction d'un bitumier. Au 31 décembre 2022, l'engagement d'investissement correspondant est de l'ordre de 28 millions de dollars américains (26 millions d'euros).

(2) Au 31 décembre 2022, des commandes de matériel ont été engagées pour un montant de 32 M€ (36 M€ fin 2021).

Par ailleurs, en 2022, Colas SA a émis des garanties en application de l'article 357 du Companies Act Irlandais de 2014 afin de couvrir les engagements pris par les filiales suivantes : Colas Teoranta, VIAE Ltd, Colas Bitumen Emulsion (East), Continental Bitumen Emulsion (West), Chemoran Ltd, Colas Contracting Ltd, Atlantic Bitumen Company Ltd, Street Sweep Ltd, Siac Bituminous Products Limited et Continental Bitumen Ltd.

NOTE 20 – ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

20.1 – EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen du Groupe s'élève à 60 823 pour l'exercice 2022, contre 58 219 en 2021.

20.2 – ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

	31/12/2021	Flux 2022	31/12/2022
Indemnités de fin de carrière (IFC)	184	(29)	155
Médailles du travail et autres	77	(15)	62
Autres avantages postemploi (pensions, nettes des actifs sur fonds de pensions) ⁽¹⁾	68	(104)	(36)
TOTAL	329	(148)	181

(1) Au 31 décembre 2022, la juste valeur des actifs de régimes de fonds de pension est supérieure de 36 millions d'euros à la valeur actualisée des obligations (voir note 20.3.2).

20.3 - ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL, ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE (AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI)**20.3.1 - Régimes à cotisations définies**

	2022	2021
Montants comptabilisés en charges	1 025	929

Ces charges comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance maladie et mutuelles,
- aux caisses de retraite (régimes obligatoires et régimes complémentaires),
- aux caisses d'assurance chômage.

20.3.2 - Régimes à prestations définies

Au 31 décembre 2022, les engagements au titre des indemnités de fin de carrière et des régimes de pensions se détaillent comme suit :

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
Valeur actualisée des obligations	155	184	518	726
Juste valeur des actifs du régime (fonds dédiés)			(562)	(669)
Plafonnement des actifs			8	11
PASSIFS/(ACTIFS) NETS COMPTABILISÉS	155	184	(36)	68
Dont déficit comptabilisé en provision			10	89
Dont régimes surfinancés reconnus à l'actif du bilan			(46)	(21)
Ratio : fonds dédiés/valeur actualisée des obligations			108 %	92 %

La juste valeur des actifs des régimes de pensions se répartit par type de support comme suit :

	31/12/2022		31/12/2021	
	en valeur	en %	en valeur	en %
Instruments de capitaux propres	171	30 %	255	38 %
Instruments de dettes	279	50 %	239	36 %
Immobilier	51	9 %	91	14 %
Fonds de placement	26	5 %	60	9 %
Liquidités	14	2 %	10	1 %
Autres	21	4 %	14	2 %
TOTAL	562	100 %	669	100 %

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2022	2021	2022	2021
Ouverture (au 1^{er} janvier)	184	191	68	114
Coûts des services rendus et passés	6	(1)	3	(2)
Charge d'intérêt nette	2	2	(5)	1
Charge totale reconnue	8	1	(2)	(1)
Écarts de conversion			1	6
Changement de périmètre				6
Écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres ⁽¹⁾	(37)	(8)	(102)	(56)
Virements de rubriques et autres			(1)	(1)
CLÔTURE (AU 31 DÉCEMBRE)	155	184	(36)	68

(1) Soit un total d'écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi au 31 décembre 2022 présentés dans l'état des produits et charges comptabilisés de - 139 M€. Les écarts actuariels sur pensions, soit - 102 M€ en 2022, concernent les provisions pour - 98 M€, et les actifs comptabilisés au titre des régimes excédentaires pour - 4 M€.

Les écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres se détaillent comme suit :

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2022	2021	2022	2021
Effet des changements d'hypothèses démographiques				(7)
Effet des changements d'hypothèses financières	(37)	(8)	(220)	15
Effet des ajustements issus de l'expérience			30	(21)
Rendement des actifs à l'exclusion des produits financiers			91	(51)
Effet du plafonnement des actifs			(3)	8
TOTAL	(37)	(8)	(102)	(56)

Le montant des cotisations à verser aux fonds de pensions prévu en 2023 est estimé à 13 millions d'euros.

20.3.3 - Principales hypothèses actuarielles utilisées pour les indemnités de fin de carrière, pensions et médailles du travail

	2022	2021
Taux d'actualisation IFC et médailles : IBoxx € Corporate A10	3,563 %	1,013 %
Taux d'actualisation pensions	1,95 % à 5,20 %	0,20 % à 3,10 %
IFC et médailles : Augmentation future des salaires ⁽¹⁾	2,50 %	2,00 %
Pensions : Augmentation future des salaires ⁽¹⁾	1,00 % à 4,00 %	0,50 % à 4,00 %
Table de survie Femmes	Insee 2012-2014 Femmes	Insee 2012-2014 Femmes
Table de survie Hommes	Insee 2012-2014 Hommes	Insee 2012-2014 Hommes
Age de départ à la retraite des cadres	65 ans	65 ans
Age de départ à la retraite des Etam et compagnons	63 ans	63 ans

(1) Taux d'inflation inclus.

La sensibilité des provisions pour indemnités de fin de carrière et pensions à la variation des taux d'actualisation est présentée ci-dessous :

Indemnités de fin de carrière (France)	Impact d'une variation de 70 points de base	
	à la baisse (en M€)	à la hausse (en M€)
31/12/2022	+ 12	(11)

Pensions (International)	Impact d'une variation de 50 points de base	
	à la baisse (en M€)	à la hausse (en M€)
31/12/2022	+ 43	(41)

Par ailleurs, une variation à la hausse du taux d'augmentation des salaires en France de 50 points de base entraînerait une augmentation de la provision pour 9 millions d'euros.

Ces impacts seraient également appréhendés dans l'état des produits et charges comptabilisés.

20.3.4 - Avantages en actions

En 2022, des options donnant droit à la souscription d'actions Bouygues nouvelles ont été attribuées par Bouygues à certains collaborateurs de Colas et de ses filiales.

NOTE 21 - INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES ET LES AVANTAGES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Identité des parties liées

Parties liées en amont : Bouygues, ses filiales, participations et entreprises associées.

Activités conjointes : sociétés en participation de travaux.

Coentreprises : Carrières Roy, Ibys et diverses coentreprises non significatives.

Entités associées : Tipco Asphalt, Mak Mecsek et diverses entreprises associées non significatives.

Autres parties liées : diverses sociétés non consolidées détenues par le Groupe.

DÉTAIL DES OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Parties liées en amont ⁽¹⁾	60	65	81	49	51	43	409	254
Activités conjointes	22	18	100	106	72	66	32	24
Coentreprises et entités associées	19	33	97	85	28	29	10	12
Autres parties liées	121	74	90	67	50	39	22	23
TOTAL	222	190	368	307	201	177	473	313
Échéances à moins de 1 an							473	313
Échéances de 1 à 5 ans							-	-
Échéances à plus de 5 ans							-	-

RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES ACCORDÉS AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les principaux dirigeants sont les membres du Comité Stratégique.

Au 31 décembre 2022, ce Comité était composé de cinq membres : le Président-Directeur Général et quatre dirigeants salariés.

Rémunérations directes

Le montant des rémunérations directes allouées au Comité Stratégique en 2022 s'est élevé à 4,5 millions d'euros (6 millions d'euros en 2021), dont 1,5 million d'euros de rémunération variable.

Avantages postérieurs à l'emploi

Le Président-Directeur Général bénéficie du régime de retraite additive à droits acquis régi par l'article L. 137-11-2 du Code de la sécurité sociale. Ce régime a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances.

Au 31 décembre 2022, il a été provisionné un montant de 353 781 euros au titre du versement à la compagnie d'assurance à effectuer en 2023 concernant l'exercice 2022.

Autres dirigeants : les autres membres du Comité Stratégique bénéficient d'un régime de retraite complémentaire à cotisations définies (cotisation employeur de 5,6 % de la rémunération comprise entre 3 et 12 fois le plafond annuel de la Sécurité sociale).

Par ailleurs, la diminution nette de la provision pour Indemnités de Fin de Carrière sur l'exercice 2022 pour ces salariés a été de 93 121 euros.

Avantages en actions

Le nombre de titres Bouygues attribués aux dirigeants en 2022 (stock-options) est de 103 000.

Rémunération des Administrateurs (anciennement appelée « jetons de présence »)

Le montant brut des rémunérations attribuées par Colas et des sociétés comprises dans son périmètre de consolidation aux Administrateurs de Colas en 2022 s'est élevé à 230 900 euros et 241 840 euros au titre de 2021.

NOTE 22 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

22.1 - DÉTERMINATION DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

La variation du besoin en fonds de roulement tient compte des variations relatives aux provisions courantes comptabilisées au bilan.

	2022	2021
Actif		
Stocks	(158)	(91)
Avances et acomptes versés sur commandes	(28)	(4)
Clients et comptes rattachés/Actifs sur contrats clients	(419)	(225)
Autres créances courantes et actifs financiers courants	(21)	37
Sous-total Actif ⁽¹⁾	(626)	(283)
Passif		
Fournisseurs et comptes rattachés/Passifs sur contrats clients	154	167
Provisions courantes	(23)	14
Autres dettes courantes et passifs financiers courants	244	(38)
Sous-total Passif ⁽²⁾	375	143
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ	(251)	(140)

(1) (Augmentation)/Diminution du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

(2) Augmentation/(Diminution) du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

22.2 – PRÉSENTATION DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS RÉSULTANT DES ACQUISITIONS ET CESSIONS DE FILIALES OU D'ACTIVITÉS

Les acquisitions de l'exercice 2022 concernent principalement le groupe Hasselmann (Allemagne), la filiale Kehn (États-Unis), la filiale Hutchison Quarries (Australie), pour un prix d'acquisition total de 114 M€.

La cession principale concerne Colas Rail Belgium, pour un prix de cession de 26 M€.

	2022	2021
Actif non courant	(122)	(306)
Actif courant	22	(145)
Passif non courant	16	32
Passif courant	(11)	153
Trésorerie	(4)	24
PRIX D'ACQUISITION NET DE CESSION DES ACTIVITÉS CONSOLIDÉES	(99)	(242)
Trésorerie des sociétés acquises ou cédées	4	28
Dette nette sur activités consolidées	4	4
FLUX DE TRÉSORERIE NET RÉSULTANT DE L'ACQUISITION OU LA CESSION DE FILIALES	(91)	32

NOTE 23 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le tableau suivant présente les honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge du contrôle des comptes consolidés du groupe Colas (sociétés faisant l'objet d'une intégration globale).

	Mazars		PwC	
	2022	2021	2022	2021
À – Audit				
Société Colas	0,2	0,2	0,2	0,2
Filiales intégrées	4,4	4,0	3,6	2,9
Sous-total	4,6	4,2	3,8	3,1
B – Services Autres que la Certification des Comptes ⁽¹⁾	0,1			0,1
TOTAL	4,7	4,2	3,8	3,2

(1) Services autres que la certification des comptes : il s'agit principalement de missions fiscales pour différentes filiales à l'international.

NOTE 24 - LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les sociétés mentionnées sont consolidées par intégration globale, sauf mention particulière (ME : mise en équivalence).

		% d'intérêt	
Sociétés	Siège social	2022	2021
France			
Métropole			
Colas France	Paris (75)	100,0	100,0
Aximum	Magny-les-Hameaux (78)	100,0	100,0
Spac	Nanterre (92)	100,0	100,0
Colas Rail	Courbevoie (92)	100,0	100,0
Société de la Raffinerie de Dunkerque	Dunkerque (59)	100,0	100,0
Colas Digital Solutions	Vélizy-Villacoublay (78)	100,0	100,0
Départements d'Outre-Mer			
Grands Travaux Océan Indien GTOI	Le Port - La Réunion	100,0	100,0
Société de Concassage et Préfabrication de La Réunion SCPR	Le Port - La Réunion	100,0	100,0
Colas Mayotte	Mamoudzou - Mayotte	100,0	100,0
Colas Martinique	Le Lamentin - Martinique	100,0	100,0
Sogetra	Les Abymes - Guadeloupe	100,0	100,0
Ribal Travaux Publics	Cayenne - Guyane	100,0	100,0
Territoires d'Outre-mer			
Société Colas de Nouvelle-Calédonie	Nouméa - Nouvelle-Calédonie	100,0	100,0
Europe (hors France)			
Colas Belgium	Bruxelles - Belgique	100,0	100,0
Colas Danmark A/S	Glostrup - Danemark	100,0	100,0
Colas Ltd.	Birmingham - Grande-Bretagne	100,0	100,0
Colas Hungaria	Budapest - Hongrie	100,0	100,0
Colas Polska	Sroda Wlkp - Pologne	100,0	100,0
Colas CZ	Prague - République tchèque	99,1	99,1
Colas Slovakia	Kosice - Slovaquie	99,6	99,6
Colas Teoranta	Dublin - République d'Irlande	100,0	100,0
Colas Suisse Holding SA	Lausanne - Suisse	99,2	99,2
Destia Oy	Helsinki - Finlande	100,0	100,0
Mak Mecsek zrt (ME)	Budapest - Hongrie	30,0	30,0
Amérique du Nord			
Colas Canada Inc.	Toronto - Ontario - Canada	100,0	100,0
Colas Inc.	Morristown - New Jersey - États-Unis	100,0	100,0
Afrique - Océan Indien			
Colas Gabon	Libreville - Gabon	89,9	89,9
Colas Madagascar	Antananarivo - Madagascar	100,0	100,0
Colas Afrique	Cotonou - Bénin	100,0	100,0
Transinvest Construction Ltd.	Petite Rivière - Ile Maurice	100,0	100,0
Gamma Materials (ME)	Beau Bassin - Ile Maurice	50,0	50,0
Colas du Maroc	Casablanca - Maroc	100,0	100,0
Grands Travaux Routiers	Rabat - Maroc	67,9	67,9
Colas Africa Holdings	Le Cap - Afrique du Sud	100,0	100,0
Asie			
Tipco Asphalt (ME)	Bangkok - Thaïlande	31,1	31,1
Hincol (ME)	Mumbai - Inde	30,0	30,0
Colas Australia Group	Sydney - Australie	100,0	100,0

Une liste exhaustive du périmètre est disponible auprès du département relation investisseurs

E-mail : contact-investors@colas.fr

